

Mars  
2016

MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,  
CHARGE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE  
DE L'ETAT

-----  
MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,  
CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES  
-----

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE



UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

EXECUTION DU BUDGET



**COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE  
A L'EXECUTION DU BUDGET A FIN MARS 2016**



# SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>3</b>
<b>I- REALISATION DES RESSOURCES</b> .....	<b>4</b>
1.1 Ressources budgétaires.....	5
1.1.1 Ressources intérieures	5
1.1.2 Ressources extérieures	7
1.2 Ressources de trésorerie .....	8
<b>II-EXECUTION DES DEPENSES</b> .....	<b>9</b>
2.1 Analyse de l'exécution du budget par type de dépenses.....	9
2.1.1 Dépenses budgétaires	10
2.1.2 Dépenses de trésorerie	13
2.2 Analyse des dépenses d'investissement au regard de la capacité d'absorption des services .....	14
2.3 Analyse des dépenses par grandes fonctions.....	15
2.4 Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres .....	18
<b>III- ANALYSE DES PAIEMENTS EFFECTUES</b> .....	<b>19</b>
3.1 Au titre de la dette publique .....	19
3.2 Au titre des dépenses ordinaires .....	19
3.3 Au titre des dépenses d'investissement .....	19
<b>IV- REALISATION DES REPERES QUANTITATIFS DU PROGRAMME ECONOMIQUE ET FINANCIER</b> .....	<b>20</b>
4.1 Plafond des dépenses par procédure d'avances.....	20
4.2 Plancher des dépenses pro-pauvres.....	20
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>21</b>

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Situation de réalisation des ressources budgétaires de l'Etat à fin mars 2016 .....	4
Tableau 2 : Situation des dépenses budgétaires par type à fin mars 2016 .....	9
Tableau 3 : Situation d'exécution des dépenses d'investissement (hors dépenses post crise) par Ministère et Institution à fin mars 2016 .....	14
Tableau 5 : Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin mars 2016 .....	18

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Etat de mobilisation des ressources à fin mars 2016.....	5
Graphique 2 : Etat d'exécution des dépenses à fin mars 2016 .....	10
Graphique 3 : Répartition des dépenses exécutées par grande fonction à fin mars 2016 .....	15
Graphique 4 : Exécution des dépenses du budget de l'Etat par grande fonction à fin mars 2016 .....	17
Graphique 5 : Dépenses d'investissement par grande fonction à fin mars 2016.....	17

## LISTES DES ANNEXES

Annexe 1 : Cadrage de l'exécution budgétaire .....	22
Annexe 2 : Evolution des recettes fiscales budgétaires .....	23
Annexe 3 : Situation des dépenses par secteur et par fonction .....	24
Annexe 4 : Etat détaillé des dépenses par secteur et par fonction.....	25
Annexe 5 : Situation des dépenses par Ministère et Institution .....	27
Annexe 6 : Situation d'exécution des dépenses sociales .....	29
Annexe 7 : Etat d'exécution des dépenses pro pauvres.....	30
Annexe 8 : Gestion des délais de traitement des dossiers dans le SIGFiP.....	31

## INTRODUCTION

L'exécution budgétaire au premier trimestre 2016 s'est déroulée dans un environnement socio-économique favorable, en dépit du contexte sécuritaire marqué par l'attaque terroriste de Grand-Bassam qui a été promptement contenue grâce à l'efficacité du dispositif de sécurité mis en place par le Gouvernement.

En effet, au plan socio-politique, le Gouvernement a intensifié les actions de consolidation de la cohésion sociale et de la réconciliation nationale, avec notamment, la mise en liberté provisoire de prisonniers de la crise post-électorale et la poursuite de l'indemnisation des victimes de ladite crise.

Au niveau économique, la Côte d'Ivoire a servi de cadre pour la tenue de la quatrième édition d'AFRICA CEO FORUM les 21 et 22 mars 2016, augurant ainsi de nouvelles opportunités d'investissements du secteur privé.

Par ailleurs, les consultations au titre de l'article IV des statuts du Fonds Monétaire International (FMI) tenues à Abidjan du 29 février au 15 mars 2016, ont permis de noter le dynamisme de l'activité économique et les perspectives positives à court et moyen termes propices à l'atteinte des objectifs du PND 2016-2020.

La présente Communication en Conseil des Ministres analyse la mobilisation des ressources et les réalisations des dépenses budgétaires au premier trimestre 2016.

## I- REALISATION DES RESSOURCES

Les ressources mobilisées à fin mars 2016 se situent à **1 161,6 milliards** pour un objectif fixé à **1 127,7 milliards**, soit un taux de réalisation de **103%**. Ces réalisations sont constituées de 1 141,2 milliards de ressources budgétaires (98,2% des recettes totales) et 20,4 milliards de ressources de trésorerie.

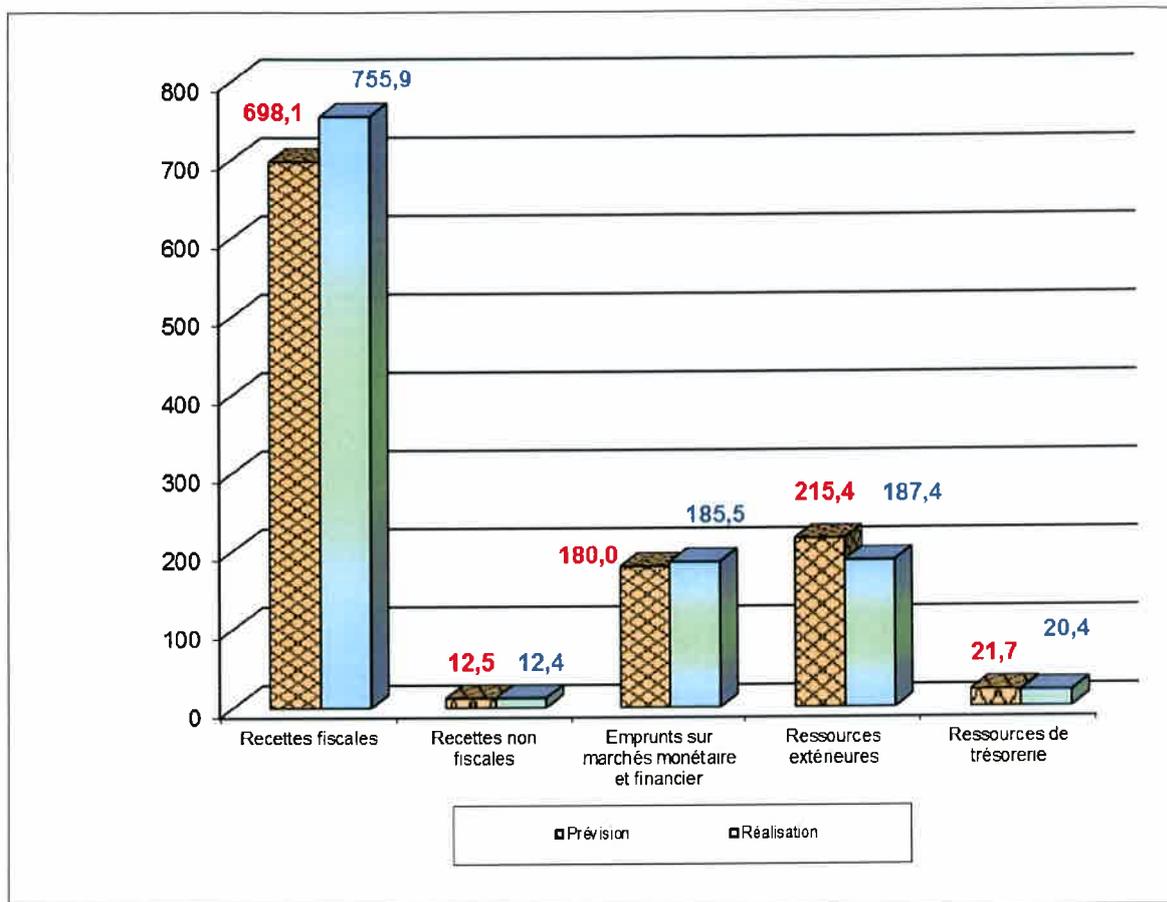
**Tableau 1 : Situation de réalisation des ressources budgétaires de l'Etat à fin mars 2016**

(En milliards de francs CFA)

Nature des ressources	Fin mars 2015			Fin mars 2016		
	Objectif du programme	Réalisation	Taux réalisation	Objectif	Réalisation	Taux réalisation
<b>Ressources budgétaires</b>	<b>1 376,7</b>	<b>1 612,9</b>	<b>117,2%</b>	<b>1 106,0</b>	<b>1 141,2</b>	<b>103,2%</b>
<b>Ressources intérieures</b>	<b>1 197,7</b>	<b>1 318,9</b>	<b>110,1%</b>	<b>890,5</b>	<b>953,8</b>	<b>107,1%</b>
Recettes fiscales	620,4	635,5	102,4%	698,1	755,9	108,3%
Recettes non fiscales	9,2	33,4	365,4%	12,5	12,4	99,8%
Emissions titres publics	568,2	650,0	114,4%	180,0	185,5	103,1%
<b>Ressources extérieures</b>	<b>179,0</b>	<b>294,0</b>	<b>164,2%</b>	<b>215,4</b>	<b>187,4</b>	<b>87,0%</b>
<b>Appuis budgétaires</b>	<b>6,4</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	
<i>dont FMI</i>	4,9	0,0	0,0%	0,0	0,0	
<i>AFD (C2D)</i>	1,5	0,0	0,0%	0,0	0,0	
<b>Financement extérieur</b>	<b>172,6</b>	<b>294,0</b>	<b>170,3%</b>	<b>215,4</b>	<b>187,4</b>	<b>87,0%</b>
<i>Dons-projets</i>	57,2	87,3	152,7%	85,6	57,6	67,2%
<i>Emprunts-projets</i>	115,5	197,7	171,3%	129,8	129,9	100,1%
<i>Dons-programmes</i>	0,0	9,0		0,0	0,0	
<b>Opérations de trésorerie</b>	<b>26,5</b>	<b>25,6</b>	<b>96,6%</b>	<b>21,7</b>	<b>20,4</b>	<b>94,1%</b>
Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA	22,4	22,4	100,0%	18,2	18,2	100,0%
TVA secteur électricité	4,1	3,2	78,1%	3,5	2,2	63,3%
<b>Total Ressources</b>	<b>1 403,2</b>	<b>1 638,5</b>	<b>116,8%</b>	<b>1 127,7</b>	<b>1 161,6</b>	<b>103,0%</b>

Source : DGBF-DGI-DGD-DGTCP-DGE

**Graphique 1 : Etat de mobilisation des ressources à fin mars 2016**



Sources : DGBF-DGI-DGD-DGTCP-DGE

## 1.1 Ressources budgétaires

Les ressources budgétaires ont été recouvrées à hauteur de **1 141,2 milliards** pour une prévision de 1 106 milliards, soit un taux de réalisation de 103,2%. Ces réalisations sont constituées à 83,6% de ressources intérieures et 16,4% de ressources extérieures.

### 1.1.1 Ressources intérieures

Les ressources intérieures qui comprennent les recettes fiscales et non fiscales ainsi que les emprunts sur les marchés monétaire et financier, ont été mobilisées à hauteur de 953,8 milliards, soit un surplus de 63,2 milliards par rapport à l'objectif de 890,5 milliards.

#### ➤ Recettes fiscales

Les recettes fiscales représentent **79,2%** des ressources intérieures. Elles ont été recouvrées à hauteur de 755,9 milliards contre un objectif de 698,1 milliards, soit un excédent de 57,8 milliards (taux de réalisation de **108,3%**).

Ce résultat est principalement lié aux performances enregistrées dans le recouvrement des taxes sur les produits pétroliers, des taxes à l'exportation (DUS), des droits d'enregistrement café-cacao ainsi que des taxes sur les marchandises générales.

**La taxe sur les produits pétroliers** s'est établie à 85,1 milliards pour un objectif de 63,8 milliards, soit un écart positif de 21,3 milliards, s'expliquant par une consommation de carburant supérieure aux prévisions de 35,36 millions de litres (+14,83 millions de litres de gasoil et +20,5 millions de litres de super carburant) et par une évolution favorable des cours internationaux du pétrole brut. En effet, la baisse du cours du pétrole brut a entraîné, par l'application du mécanisme de fixation automatique des prix, une taxation plus favorable par rapport aux hypothèses de projection (253,81 francs/litre en réalisation contre 137,81 francs/litre en prévision).

**Les taxes à l'exportation (DUS)** ont été recouvrées à hauteur de 150,6 milliards dégageant un surplus de 21,4 milliards par rapport à l'objectif en liaison avec un volume des exportations de cacao fèves plus important qu'attendu (+ 170 754 tonnes) et un prix CAF plus élevé que prévu (1647,93 francs/kg en réalisation contre 1600 francs/kg en prévision).

Les **droits d'enregistrement café-cacao** enregistrent un écart positif par rapport à l'objectif de 16,8 milliards, et s'établissent à 55 milliards. Cet écart positif s'explique par les quantités relativement plus importantes de cacao soumises à la formalité de l'enregistrement (+39,5%) et par des prix meilleurs que ceux retenus lors des projections de recettes 2016 (1651 FCFA/Kg contre 1600 FCFA/Kg prévus).

**Les marchandises générales** connaissent une réalisation de 185,7 milliards contre un objectif de 180,5 milliards, soit un écart positif de 5,2 milliards en relation avec une meilleure progression des volumes des mises à la consommation en droit commun (12,2% contre un objectif de 6,5%).

L'effet de ces performances a été amoindri par les manques à gagner enregistrés principalement au niveau de la taxe sur les télécommunications et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

En effet, **la taxe sur les télécommunications** a été recouverte à hauteur de 12,3 milliards contre 14,7 milliards attendus, soit un écart négatif de 2,4 milliards qui s'explique notamment par 1,8 milliard de déclarations faites par Côte d'Ivoire Télécom, non suivies de paiements au cours du premier trimestre. L'Etat poursuit ses efforts pour assurer le respect de ses engagements liés à ses consommations et pour le recouvrement effectif de ces créances.

**La Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)** intérieure a été recouverte à hauteur de 73,5 milliards pour des prévisions de 75,6 milliards, soit un écart de 2,1 milliards. Cette contre-performance s'explique principalement par l'accroissement du montant des exonérations de TVA estimé à 18,2 milliards à fin mars 2016, contre 14,3 milliards sur la même période en 2015, soit une progression de 27,6%. Ces exonérations portent en particulier sur les grands travaux de production d'électricité, la réalisation des infrastructures routières et la recherche minière.

#### ➤ **Recettes non fiscales**

**Les recettes non fiscales** ont été recouvrées à fin mars 2016 à hauteur de 12,4 milliards pour une prévision de 12,5 milliards. Ce niveau de réalisation comprend principalement :

- ✓ les revenus du domaine : **5,7 milliards** contre 6,2 milliards prévus ;
- ✓ les recettes de services : **4,7 milliards** contre 2,8 milliards prévus ;
- ✓ le fonds d'investissement en milieu rural (FIMR) : **1,8 milliard** contre 3,5 milliards prévus ;
- ✓ les versements des entreprises : **0,3 milliard** non initialement prévu.

### ➤ Emissions de titres d'Etat

Les interventions de l'Etat sur les marchés monétaire et financier ont permis de mobiliser 185,5 milliards contre 180 milliards initialement prévus. Cette réalisation intègre 60 milliards de bons du Trésor et 125,5 milliards de recouvrement en 2016 de l'émission du SUKUK faite en décembre 2015.

#### 1.1.2 Ressources extérieures

Les **ressources extérieures** se sont établies à 187,4 milliards pour un objectif de 215,4 milliards, soit un taux de réalisation de **87%**. Ces ressources comprennent les tirages sur les emprunts-projets et dons-projets.

Les tirages sur les **emprunts-projets** ont été réalisés à hauteur de 129,9 milliards en ligne avec les objectifs. Ces ressources ont été mobilisées principalement auprès des partenaires suivants :

- ✓ **Eximbank Chine** : 103,2 milliards comprenant notamment 36,7 milliards pour le projet d'aménagement du barrage hydro-électrique de Soubré et 6,5 milliards en faveur de l'aménagement de l'autoroute Abidjan-Grand-Bassam ;
- ✓ **Banque Islamique de Développement** : 12,9 milliards dont 6 milliards pour le également le Programme National de Développement Communautaire et 2,8 milliards pour la Construction du centre de formation professionnel agriculture et pêche de Bouna ;
- ✓ **Banque Mondiale** : 8,7 milliards qui ont permis de financer le projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences (6 milliards) ainsi que le renforcement du système de santé et la préparation à la Lutte contre Ebola (2,7 milliards) ;
- ✓ **Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)** : 2,1 milliards au titre du projet d'aménagement hydro-agricole de Sangopari.

Quant aux **dons-projets**, les tirages s'élèvent à 57,6 milliards contre un montant prévisionnel de 85,6 milliards, intégrant les tirages effectués auprès des bailleurs de fonds ci-après :

- ✓ **Global Fund (USA)** : 35,6 milliards pour soutenir principalement la lutte contre le paludisme (32,8 milliards) ;
- ✓ **Union Européenne (UE)** : 8,5 milliards dont 4,8 milliards pour la modernisation du système judiciaire et pénitentiaire et 3,7 milliards pour l'accompagnement du secteur banane ;

- ✓ **Fonds International pour le Développement de l'Agriculture (FIDA)** : 4,3 milliards au titre de l'appui à la production agricole et à la commercialisation (PROPACOM-Bouaké) ;
- ✓ **Banque Africaine de Développement (BAD)** : 3,6 milliards au titre du projet d'appui aux infrastructures agricoles de l'Indénié-Djuablin.

## 1.2 Ressources de trésorerie

En plus des ressources budgétaires recouvrées, 20,4 milliards ont été enregistrés au titre des recettes de trésorerie avec :

- ✓ 18,2 milliards de remboursement de crédits de TVA ;
- ✓ 2,2 milliards de recettes de TVA affectées au secteur électricité.

## II-EXECUTION DES DEPENSES

### 2.1 Analyse de l'exécution des dépenses par type

Les dépenses exécutées à fin mars 2016 s'élèvent à **1 007,4 milliards** pour un objectif de 1 164,7 milliards, soit un taux d'exécution de **86,5%**.

Ces dépenses comprennent 987 milliards de dépenses budgétaires (98% des dépenses totales) et 20,4 milliards d'opérations de trésorerie (2%).

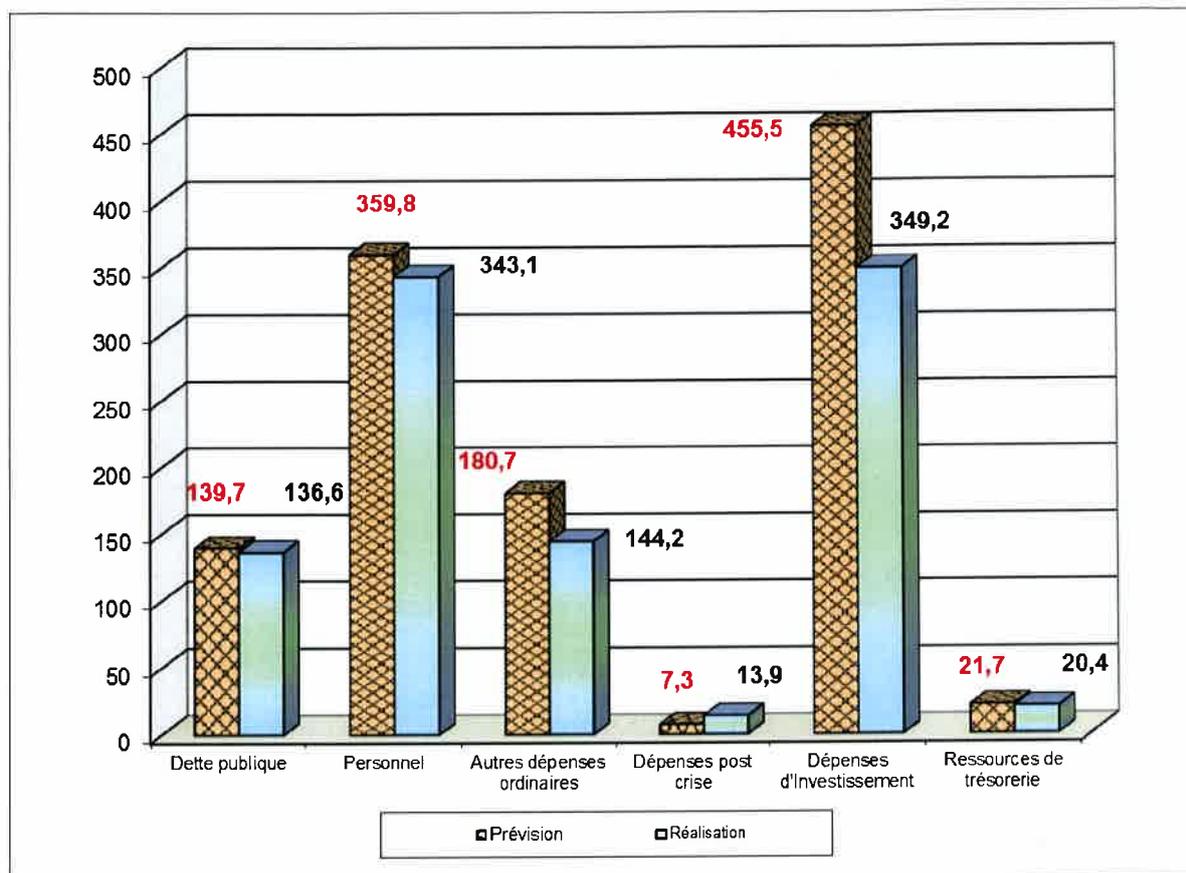
**Tableau 2 : Situation des dépenses budgétaires par type à fin mars 2016**

(En milliards de francs CFA)

Nature des dépenses	Fin mars 2015			Fin mars 2016		
	Objectif du programme	Réalisation	Taux réalisation	Objectif	Réalisation	Taux réalisation
<b>Dépenses budgétaires</b>	<b>1 026,5</b>	<b>1 137,4</b>	<b>110,8%</b>	<b>1 143,0</b>	<b>987,0</b>	<b>86,3%</b>
<b>Dette publique</b>	<b>216,0</b>	<b>215,7</b>	<b>99,8%</b>	<b>139,7</b>	<b>136,6</b>	<b>97,8%</b>
Dette intérieure	161,8	164,5	101,7%	73,9	72,2	97,7%
Dette extérieure	54,2	51,2	94,4%	65,8	64,3	97,8%
<b>Dépenses ordinaires</b>	<b>515,9</b>	<b>482,2</b>	<b>93,5%</b>	<b>540,5</b>	<b>487,3</b>	<b>90,2%</b>
Personnel	366,9	317,2	86,5%	359,8	343,1	95,4%
Abonnement	15,6	15,5	99,3%	17,4	14,3	82,4%
Subventions et transferts	50,7	52,0	102,5%	57,0	35,3	62,0%
Autres dépenses de fonctionnement	82,7	97,6	118,0%	106,3	94,6	89,0%
<b>Dépenses de sortie de crise</b>	<b>11,4</b>	<b>12,5</b>	<b>109,2%</b>	<b>7,3</b>	<b>13,9</b>	<b>190,7%</b>
Dépenses financées sur ressources intérieures	10,0	12,5	124,8%	7,3	13,9	190,7%
Dépenses financées par les Bailleurs	1,4	0,0	0,0%	0,0	0,0	
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>283,2</b>	<b>427,0</b>	<b>150,8%</b>	<b>455,5</b>	<b>349,2</b>	<b>76,6%</b>
Investissements financés sur ressources intérieures	116,3	142,0	122,1%	240,1	161,8	67,4%
Investissements financés par emprunts et dons	166,9	285,0	170,8%	215,4	187,4	87,0%
<b>Opérations de trésorerie</b>	<b>26,5</b>	<b>23,4</b>	<b>88,3%</b>	<b>21,7</b>	<b>20,4</b>	<b>94,1%</b>
Remboursement de crédits de TVA	22,4	22,4	100,0%	18,2	18,2	100,0%
Reversement de TVA au secteur électricité	4,1	1,0	24,4%	3,5	2,2	63,3%
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>1 053,0</b>	<b>1 160,8</b>	<b>110,2%</b>	<b>1 164,7</b>	<b>1 007,4</b>	<b>86,5%</b>

Source : DGBF-DGTCF

**Graphique 2 : Etat d'exécution des dépenses à fin mars 2016**



Sources : DGBF-DGTCP

### 2.1.1 Dépenses budgétaires

Prévues à 1 143 milliards à fin mars 2016, les dépenses budgétaires ont été réalisées à hauteur de 987 milliards, soit un taux d'exécution de 86,3%.

#### ➤ Service de la dette publique

**Le service de la dette publique** a été exécuté à 136,6 milliards contre une prévision de 139,7 milliards, soit une sous-consommation de 3,1 milliards. Il se répartit entre la dette intérieure (52,9%) et la dette extérieure (47,1%).

**La dette intérieure** a été exécutée à hauteur de 72,2 milliards contre 73,9 milliards initialement prévus, soit un écart de 1,7 milliard réalisée principalement sur les frais et commissions (0,4 milliard contre 1,7 milliard). Ces écarts pourraient être corrigés en raison de décalages dans le règlement et l'enregistrement de ce type de dépenses.

Le règlement des échéances de la dette intérieure concerne principalement les obligations du Trésor (38,6 milliards), la dette BCEAO (7,7 milliards), les bons du Trésor (5,7 milliards), la dette SIR restructurée (3,8 milliards), les créances de la CNCE (3 milliards).

Concernant le service de **la dette extérieure**, il a été exécuté à 64,3 milliards contre une prévision de 65,8 milliards, lié à l'effet conjugué des variations de change et aux renégociations encore en cours des échéances vis-à-vis de l'Espagne. Le service a porté

principalement sur les intérêts des Eurobonds 2014-2024 (31,3 milliards) et le remboursement des autres créanciers tels que la Chine et l'Inde (12,1 milliards). Il intègre également les échéances des créanciers membres du Club de Paris (3,5 milliards), les échéances du FMI (2,7 milliards), de la BOAD (2,6 milliards) et de la BID (2,3 milliards).

### ➤ Dépenses de personnel

Les **charges de personnel** se sont établies à fin mars 2016 à 343,1 milliards pour des prévisions de 359,8 milliards, soit une sous-consommation de 16,7 milliards, expliquée essentiellement par le retard dans la transmission à la Solde de dossiers de premiers mandatements des nouveaux recrutements de l'année 2016. Cette sous-consommation sera résorbée en cours de gestion avec la réception des dossiers de premiers mandatements par la Direction de la Solde.

Les dépenses de personnel exécutées comprennent :

- ✓ le salaire des fonctionnaires (237,1 milliards) ;
- ✓ la solde de la police (19,5 milliards) ;
- ✓ la solde des militaires (36,1 milliards) ;
- ✓ les subventions d'équilibre-personnel accordées aux EPN et autres organismes (29,3 milliards) ;
- ✓ le salaire du personnel des institutions (13,3 milliards) ;
- ✓ les subventions aux charges salariales des collectivités décentralisées (1,6 milliard) ;
- ✓ la rémunération du personnel local des ambassades, attachés de défense et autres dépenses de personnel (6,3 milliards).

### ➤ Dépenses d'abonnement

Les dépenses d'abonnement s'élèvent à 14,3 milliards contre 17,4 milliards prévus et portent sur les consommations d'électricité (13,4 milliards) et de téléphone (1 milliard). L'écart enregistré s'explique par le non mandatement des factures d'eau à fin mars 2016 du fait du retard accusé dans leur transmission.

### ➤ Subventions et transferts

Les **subventions et transferts** s'élèvent à 35,3 milliards (contre 57 milliards initialement prévus), en liaison avec le non engagement des subventions au premier trimestre du fait de la nécessité de vérification préalable des effectifs. Ces dépenses comprennent principalement :

- ✓ la subvention aux Etablissements Publics Nationaux (11,6 milliards) ;
- ✓ les transferts aux ambassades et représentations de la Côte d'Ivoire à l'étranger (4,9 milliards) ;
- ✓ la subvention au secteur électricité (1,3 milliards) ;
- ✓ les bourses et kits scolaires (3,3 milliards) ;

- ✓ les transferts aux collectivités et districts (1,6 milliard).

### ➤ **Autres dépenses de fonctionnement**

**Les autres dépenses de fonctionnement** se sont établies à 94,6 milliards contre une prévision de 106,3 milliards. Elles comprennent principalement les charges de fonctionnement des services (94 milliards) et 0,5 milliard de dépenses sociales ciblées.

### ➤ **Dépenses d'investissement**

**Les dépenses d'investissement (hors dépenses post-crise)** ont été exécutées à hauteur de 349,2 milliards à fin mars 2016 contre un objectif fixé à 455,5 milliards, soit un taux d'exécution de **76,6%**. Ces dépenses ont été financées à 46,3% sur les ressources intérieures et à 53,7% par les ressources extérieures.

Au titre du **financement intérieur**, les dépenses exécutées se situent à 161,8 milliards, représentant **67,4%** de l'objectif fixé à 240,1 milliards. Ce niveau d'exécution s'explique essentiellement par l'exécution d'importants projets tels que le programme d'investissement routier financé à travers le FER (20,5 milliards), les projets exécutés dans le cadre du Programme Présidentiel d'Urgence (26,4 milliards), l'aménagement du barrage hydroélectrique de Soubré (3,5 milliards) ainsi que la poursuite de la mise en place de la Couverture Maladie Universelle (4,1 milliards).

Les dépenses d'investissement sur financement intérieur couvrent également la souscription au capital d'organismes internationaux notamment la BAD et AFREXIM-BANK (18,2 milliards), le projet de renaissance des infrastructures de Côte d'Ivoire (4,9 milliards), la modernisation et l'extension de l'aérogare fret de l'aéroport d'Abidjan (5 milliards) ainsi que la réhabilitation de l'hôtel Masseran à Paris (5 milliards).

Toutefois, certains projets importants connaissent des retards d'exécution au premier trimestre notamment certains projets C2D (initialement prévu à 36,9 milliards) et le bitumage de l'axe Ferke-Kong.

Au titre du **financement extérieur**, les investissements ont été réalisés à hauteur de 187,4 milliards pour un objectif de 215,4 milliards, soit un taux d'exécution de **87%**. Ce niveau d'exécution se répartit entre les emprunts-projets et les dons-projets.

Les **emprunts-projets** exécutés à hauteur de 129,9 milliards, enregistrent un taux de **100,1%** par rapport à l'objectif fixé à 129,8 milliards. Ce niveau d'exécution comprend notamment l'aménagement du barrage hydro-électrique de Soubré (36,7 milliards) et l'aménagement de l'autoroute Abidjan-Grand-Bassam (6,5 milliards).

L'exécution des emprunts-projets concerne également le Programme National de Développement Communautaire (6 milliards), le projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences (6 milliards), la Construction du centre de formation professionnel agriculture et pêche de Bouna (2,8 milliards), le renforcement du système de santé et la préparation à la lutte contre Ebola (2,7 milliards) ainsi que la modernisation et l'extension de l'aérogare fret de l'Aéroport d'Abidjan (2,7 milliards).

Concernant les **dons-projets**, le niveau d'exécution s'est situé à 57,6 milliards pour un objectif de 85,6 milliards, soit un taux de **67,2%**. Ce niveau d'exécution porte

principalement sur le projet de lutte contre le paludisme (32,8 milliards), l'appui à la réforme et la modernisation du système juridique et pénitentiaire (4,8 milliards), l'appui à la production agricole et à la commercialisation (PROPACOM)-Bouaké (4,3 milliards), l'appui à l'accompagnement du secteur banane (3,7 milliards), l'appui aux infrastructures agricoles de l'Indénié-Duablin (3,6 milliards) ainsi que le renforcement du système de santé et de préparation à la lutte contre Ebola (2,7 milliards).

Le faible niveau d'exécution des dons-projets s'explique par le retard dans l'exécution d'importants projets tels que :

- ✓ le programme de restructuration et de mise à niveau des industries (27,7 milliards);
- ✓ l'aménagement de la route pont de la Comoé-Abengourou (19,8 milliards);
- ✓ la construction du Stade Olympique d'Ebimpé (14 milliards);
- ✓ la construction de l'échangeur de l'amitié ivoiro-japonaise (13,5 milliards);
- ✓ l'aménagement du corridor Bamako-Kani-Boundiali-San Pédro (11,3 milliards);
- ✓ le projet de facilitation du commerce transport corridor Abidjan-Lagos (8,7 milliards);
- ✓ le programme d'appui à la formation professionnelle et à l'insertion des jeunes (6,3 milliards).

#### ➤ **Dépenses post-crise et élections**

Ces dépenses ont été exécutées à hauteur de 13,9 milliards contre une prévision de 7,3 milliards liée à la prise en compte des nouveaux défis sécuritaires. Ce niveau d'exécution intègre les dépenses réalisées dans le cadre des activités du Conseil National de Sécurité (6,4 milliards), des élections (4,7 milliards) et de l'Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration (2,8 milliards).

#### **2.1.2 Dépenses de trésorerie**

Les dépenses de trésorerie ont été effectuées pour un montant de 20,4 milliards. Elles portent sur le remboursement de crédits de TVA (18,2 milliards) et le reversement de la part des recettes de TVA affectée au secteur de l'électricité (2,2 milliards).

## 2.2 Analyse des dépenses d'investissement au regard de la capacité d'absorption des services

Les dépenses d'investissement (hors dépenses post crise) exécutées par les Ministères et institutions à travers le Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFIP) se sont élevées à **349,2 milliards** à fin mars 2016, correspondant à un taux d'exécution de 19,9% par rapport aux dotations budgétaires annuelles (contre 27,7% à fin mars 2015).

**Tableau 3 : Situation d'exécution des dépenses d'investissement (hors dépenses post crise) par Ministère et Institution à fin mars 2016**

(En FCFA)

Ministères/Institutions	Dotation 2016 (budget)	Dotation 2016 (budget ajusté) <sup>1</sup>	Exécution fin mars 2016	Taux d'exécution	
				Base budget	Base budget ajusté
Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	11 299 644 158	11 299 644 158	0	0,0%	0,0%
Ministère de la Promotion de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfant	1 392 276 709	1 392 276 709	0	0,0%	0,0%
Ministère de la Solidarité, de la Cohésion sociale et de l'Indemnisation des Victimes	600 000 000	600 000 000	0	0,0%	0,0%
Ministère des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques	1 089 105 785	1 089 105 785	0	0,0%	0,0%
Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	5 183 075 166	5 183 075 166	0	0,0%	0,0%
Ministère de la Salubrité Urbaine et de l'Assainissement	9 948 409 633	9 948 409 633	0	0,0%	0,0%
Ministère de l'Habitat et du Logement Social	25 920 653 235	25 920 653 235	0	0,0%	0,0%
Ministère de l'Education Nationale	103 035 645 187	97 239 745 187	53 979 509	0,1%	0,1%
Ministère des Sports et des Loisirs	20 561 769 915	20 561 769 915	40 000 000	0,2%	0,2%
Ministère des Eaux et Forêts	6 628 900 000	6 628 900 000	14 875 000	0,2%	0,2%
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	7 576 372 040	7 576 372 040	22 891 000	0,3%	0,3%
Ministère de l'Industrie et des Mines	32 631 460 896	4 062 150 819	104 500 000	0,3%	2,6%
Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	17 604 191 489	17 604 191 489	236 853 456	1,3%	1,3%
Ministère de la Communication	1 063 979 127	1 063 979 127	22 796 906	2,1%	2,1%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	3 969 708 124	3 690 008 124	87 415 552	2,2%	2,4%
Ministère de la Construction et de l'Urbanisme	6 112 548 333	6 112 548 333	143 750 000	2,4%	2,4%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	1 114 592 076	1 114 592 076	29 949 056	2,7%	2,7%
Ministère des Affaires Etrangères	3 495 411 456	3 495 411 456	110 000 000	3,1%	3,1%
Ministère de l'Economie Numérique et de la Poste	6 793 863 242	6 793 863 242	224 895 000	3,3%	3,3%
Ministère des Infrastructures Economiques	459 764 048 871	459 764 048 871	17 301 918 604	3,8%	3,8%
Ministère auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances	82 085 421 245	82 085 421 245	3 612 360 025	4,4%	4,4%
Ministère de l'Entrepreneuriat national, de l'Artisanat et de la Promotion des PME	3 245 226 633	3 245 226 633	174 329 739	5,4%	5,4%
Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	1 815 859 415	1 815 859 415	112 500 000	6,2%	6,2%
Ministère délégué auprès de la Présidence de la République, chargé de la Défense	2 633 829 629	2 633 829 629	289 580 539	11,0%	11,0%
Ministère du Tourisme	1 595 123 061	1 595 123 061	212 500 000	13,3%	13,3%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	23 635 357 127	23 635 357 127	4 087 750 000	17,3%	17,3%
Ministère auprès du Premier Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat	257 259 485 627	186 615 455 263	47 838 622 850	18,6%	25,6%
Ministère du Commerce	501 464 962	501 464 962	100 000 000	19,9%	19,9%
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	71 813 648 097	71 813 648 097	17 858 881 478	24,9%	24,9%
Assemblée Nationale	1 100 000 000	1 100 000 000	275 000 000	25,0%	25,0%
Commission Electorale Indépendante	330 888 358	330 888 358	82 722 090	25,0%	25,0%
Parquet Général	200 188 266	200 188 266	50 047 067	25,0%	25,0%
Médiateur	157 422 622	157 422 622	39 355 656	25,0%	25,0%
Ministère de la Justice	16 573 841 678	16 573 841 678	4 958 502 321	29,9%	29,9%
Primature	49 766 869 697	49 766 869 697	15 510 299 399	31,2%	31,2%
Ministère du Pétrole et de l'Energie	126 643 903 940	126 643 903 940	41 971 213 541	33,1%	33,1%
Cour des Comptes	595 180 650	595 180 650	222 590 325	37,4%	37,4%
Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique	125 318 458 175	125 318 458 175	48 000 939 233	38,3%	38,3%
Présidence de la République	10 567 625 560	10 567 625 560	5 041 906 390	47,7%	47,7%
Ministère du Plan et du Développement	14 261 878 359	14 261 878 359	6 824 561 500	47,9%	47,9%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Emploi des Jeunes et du Service Civique	16 325 543 134	16 325 543 134	8 355 385 782	51,2%	51,2%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	45 391 337 181	45 391 337 181	34 861 593 567	76,8%	76,8%
Ministère des Transports	74 794 265 501	74 794 265 501	68 067 750 000	91,0%	91,0%
<b>Total</b>	<b>1 652 398 474 359</b>	<b>1 547 109 533 918</b>	<b>326 942 215 585</b>	<b>19,8%</b>	<b>21,1%</b>
<b>Comptes Spéciaux</b>	<b>102 644 573 833</b>	<b>102 644 573 833</b>	<b>22 226 372 115</b>	<b>21,7%</b>	<b>21,7%</b>
<b>Total général</b>	<b>1 755 043 048 192</b>	<b>1 649 754 107 751</b>	<b>349 168 587 700</b>	<b>19,9%</b>	<b>21,2%</b>

Source : DGBF

<sup>1</sup> En vue d'évaluer la capacité d'absorption réelle des ministères, leurs dotations ont été ajustées en déduisant les crédits inscrits au titre de certains projets notamment, les dons exécutés par les bailleurs eux-mêmes.

## 2.2 Analyse des dépenses d'investissement au regard de la capacité d'absorption des services

Les dépenses d'investissement (hors dépenses post crise) exécutées par les Ministères et institutions à travers le Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFiP) se sont élevées à **349,2 milliards** à fin mars 2016, correspondant à un taux d'exécution de 19,9% par rapport aux dotations budgétaires annuelles (contre 27,7% à fin mars 2015).

**Tableau 3 : Situation d'exécution des dépenses d'investissement (hors dépenses post crise) par Ministère et Institution à fin mars 2016**

(En FCFA)

Ministères/Institutions	Dotation 2016 (budget)	Dotation 2016 (budget ajusté) <sup>1</sup>	Exécution fin mars 2016	Taux d'exécution	
				Base budget	Base budget ajusté
Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	11 299 644 158	11 299 644 158	0	0,0%	0,0%
Ministère de la Promotion de la Femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfant	1 392 276 709	1 392 276 709	0	0,0%	0,0%
Ministère de la Solidarité, de la Cohésion sociale et de l'Indemnisation des Victimes	600 000 000	600 000 000	0	0,0%	0,0%
Ministère des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques	1 089 105 785	1 089 105 785	0	0,0%	0,0%
Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	5 183 075 166	5 183 075 166	0	0,0%	0,0%
Ministère de la Salubrité Urbaine et de l'Assainissement	9 948 409 633	9 948 409 633	0	0,0%	0,0%
Ministère de l'Habitat et du Logement Social	25 920 653 235	25 920 653 235	0	0,0%	0,0%
Ministère de l'Education Nationale	103 035 645 187	97 239 745 187	53 979 509	0,1%	0,1%
Ministère des Sports et des Loisirs	20 561 769 915	20 561 769 915	40 000 000	0,2%	0,2%
Ministère des Eaux et Forêts	6 628 900 000	6 628 900 000	14 875 000	0,2%	0,2%
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	7 576 372 040	7 576 372 040	22 891 000	0,3%	0,3%
Ministère de l'Industrie et des Mines	32 631 460 896	4 062 150 819	104 500 000	0,3%	2,6%
Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	17 604 191 489	17 604 191 489	236 853 456	1,3%	1,3%
Ministère de la Communication	1 063 979 127	1 063 979 127	22 796 906	2,1%	2,1%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	3 969 708 124	3 690 008 124	87 415 552	2,2%	2,4%
Ministère de la Construction et de l'Urbanisme	6 112 548 333	6 112 548 333	143 750 000	2,4%	2,4%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	1 114 592 076	1 114 592 076	29 949 056	2,7%	2,7%
Ministère des Affaires Etrangères	3 495 411 456	3 495 411 456	110 000 000	3,1%	3,1%
Ministère de l'Economie Numérique et de la Poste	6 793 863 242	6 793 863 242	224 895 000	3,3%	3,3%
Ministère des Infrastructures Economiques	459 764 048 871	459 764 048 871	17 301 918 604	3,8%	3,8%
Ministère auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances	82 085 421 245	82 085 421 245	3 612 360 025	4,4%	4,4%
Ministère de l'Entrepreneuriat national, de l'Artisanat et de la Promotion des PME	3 245 226 633	3 245 226 633	174 329 739	5,4%	5,4%
Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	1 815 859 415	1 815 859 415	112 500 000	6,2%	6,2%
Ministère délégué auprès de la Présidence de la République, chargé de la Défense	2 633 829 629	2 633 829 629	289 580 539	11,0%	11,0%
Ministère du Tourisme	1 595 123 061	1 595 123 061	212 500 000	13,3%	13,3%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	23 635 357 127	23 635 357 127	4 087 750 000	17,3%	17,3%
Ministère auprès du Premier Ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat	257 259 485 627	186 615 455 263	47 838 622 850	18,6%	25,6%
Ministère du Commerce	501 464 962	501 464 962	100 000 000	19,9%	19,9%
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	71 813 648 097	71 813 648 097	17 858 881 478	24,9%	24,9%
Assemblée Nationale	1 100 000 000	1 100 000 000	275 000 000	25,0%	25,0%
Commission Electorale Indépendante	330 888 358	330 888 358	82 722 090	25,0%	25,0%
Parquet Général	200 188 266	200 188 266	50 047 067	25,0%	25,0%
Médiateur	157 422 622	157 422 622	39 355 656	25,0%	25,0%
Ministère de la Justice	16 573 841 678	16 573 841 678	4 958 502 321	29,9%	29,9%
Primature	49 766 869 697	49 766 869 697	15 510 299 399	31,2%	31,2%
Ministère du Pétrole et de l'Energie	126 643 903 940	126 643 903 940	41 971 213 541	33,1%	33,1%
Cour des Comptes	595 180 650	595 180 650	222 590 325	37,4%	37,4%
Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique	125 318 458 175	125 318 458 175	48 000 939 233	38,3%	38,3%
Présidence de la République	10 567 625 560	10 567 625 560	5 041 906 390	47,7%	47,7%
Ministère du Plan et du Développement	14 261 878 359	14 261 878 359	6 824 561 500	47,9%	47,9%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Emploi des Jeunes et du Service Civique	16 325 543 134	16 325 543 134	8 355 385 782	51,2%	51,2%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	45 391 337 181	45 391 337 181	34 861 593 567	76,8%	76,8%
Ministère des Transports	74 794 265 501	74 794 265 501	68 067 750 000	91,0%	91,0%
<b>Total</b>	<b>1 652 398 474 359</b>	<b>1 547 109 533 918</b>	<b>326 942 215 585</b>	<b>19,8%</b>	<b>21,1%</b>
<b>Comptes Spéciaux</b>	<b>102 644 573 833</b>	<b>102 644 573 833</b>	<b>22 226 372 115</b>	<b>21,7%</b>	<b>21,7%</b>
<b>Total général</b>	<b>1 755 043 048 192</b>	<b>1 649 754 107 751</b>	<b>349 168 587 700</b>	<b>19,9%</b>	<b>21,2%</b>

Source : DGBF

<sup>1</sup> En vue d'évaluer la capacité d'absorption réelle des ministères, leurs dotations ont été ajustées en déduisant les crédits inscrits au titre de certains projets notamment, les dons exécutés par les bailleurs eux-mêmes.

## 2.3 Analyse des dépenses par grandes fonctions

Les dépenses du budget de l'Etat exécutées à fin mars 2016, se répartissent selon les fonctions principales ci-après.

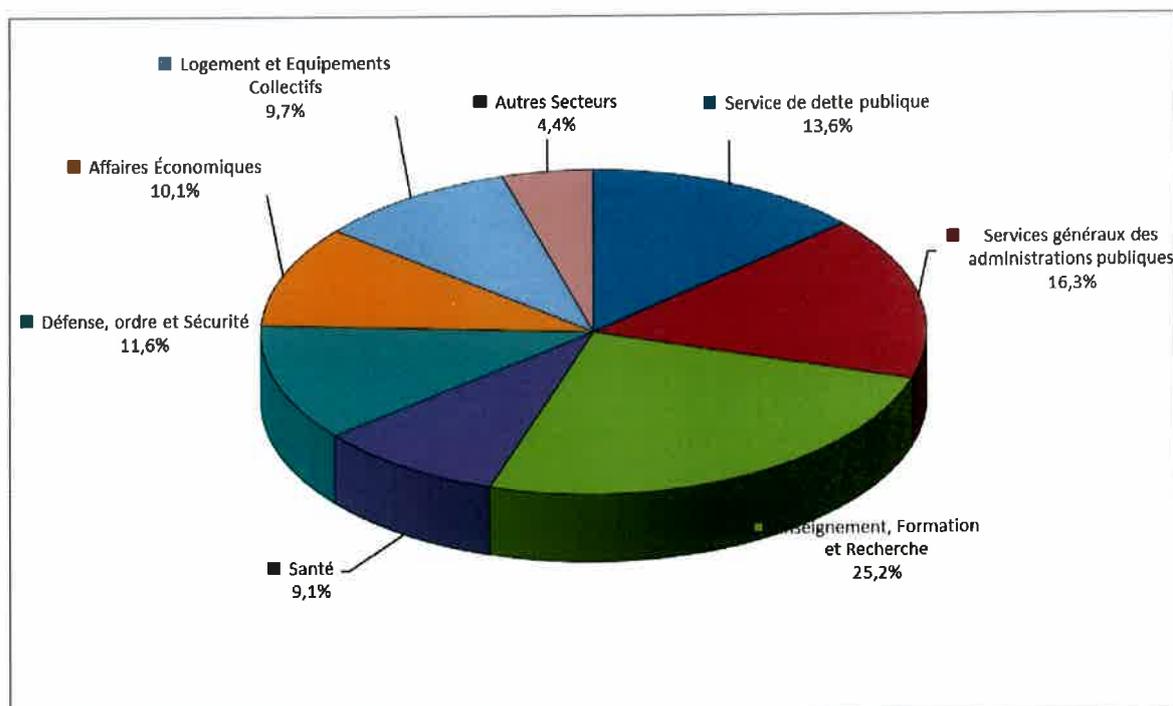
**Tableau 4 : Etat d'exécution des dépenses globales par grandes fonctions à fin mars 2016**

(En milliards de F CFA)

Grandes fonctions	Budget voté (1)	Budget actuel (2)	Exécution à fin mars 2016				Proportion	Taux d'exécution (4)=(3)/(2)
			SIGFIP	avances de trésorerie	Opérations de trésorerie	TOTAL dépenses (3)		
Service de dette publique	1259,9	1259,9	136,6			136,6	13,6%	10,8%
Services généraux des administrations publiques	1040,0	1022,8	120,0	23,8	20,4	164,2	16,3%	16,1%
<i>dont Institutions</i>	<i>125,7</i>	<i>126,4</i>	<i>31,3</i>	<i>0,9</i>		<i>32,2</i>	<i>3,2%</i>	<i>25,5%</i>
-Services Economiques et Financiers	241,9	244,3	48,4			48,4	4,8%	19,8%
-Autres Services Généraux	672,5	652,2	40,3	0,0		40,3	4,0%	6,2%
Enseignement, Formation et Recherche	1235,3	1235,3	254,2	0,0		254,2	25,2%	20,6%
Santé	349,7	360,7	91,7	0,0		91,7	9,1%	25,4%
Affaires Économiques	331,2	346,0	116,6	0,4		116,9	11,6%	33,8%
Défense, ordre et sécurité	446,0	446,2	83,5	18,1		101,6	10,1%	22,8%
Logement et Equipements Collectifs	857,2	858,8	97,3	0,0		97,3	9,7%	11,3%
Autres Secteurs (Protection de l'environnement, Loisirs, Culture et Culte, Protection Sociale)	294,2	297,5	42,5	2,2		44,8	4,4%	15,0%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5813,3</b>	<b>5827,1</b>	<b>942,5</b>	<b>44,5</b>	<b>20,4</b>	<b>1007,4</b>	<b>100,0%</b>	<b>17,3%</b>

Source : -DGBF-DGTCP

**Graphique 3 : Répartition des dépenses exécutées par grande fonction à fin mars 2016**



Source : -DGBF-DGTCP

Le **service de la dette publique** a été exécuté à hauteur de 136,6 milliards comprenant 72,2 milliards de dette intérieure et 64,3 milliards de dette extérieure.

Les dépenses des **services généraux des administrations publiques** s'élèvent à 164,2 milliards. Elles sont exécutées à 16,1% et représentent 16,3% des dépenses totales. Elles intègrent 32,2 milliards au titre des opérations menées par les **Institutions**, 88,7 milliards pour les dépenses des **services économiques et financiers** et 40,3 milliards pour les **autres services généraux**.

Au niveau du secteur **de l'enseignement, de la formation et de la recherche**, les dépenses exécutées à fin mars 2016 s'élèvent à 254,2 milliards. Ce montant intègre toutes les dépenses en faveur du secteur Education-Formation (Enseignement, Formation et Recherche) indépendamment des ministères qui les exécutent. Il prend en compte notamment les dépenses de l'enseignement de base (78,4 milliards), de l'enseignement secondaire (69,0 milliards), de l'enseignement supérieur (70,1 milliards), de l'enseignement technique et professionnel (19,9 milliards), de la recherche scientifique (1,6 milliard) et de la formation continue (5,0 milliards). Ces dépenses exécutées à 20,6% des dotations annuelles, représentent 25,2% des dépenses totales réalisées.

Les dépenses du secteur de **la santé** s'élèvent à 91,7 milliards, soit un taux d'exécution de 25,4%. En plus des charges de personnel de santé (33,4 milliards), ce montant comprend notamment, les dépenses effectuées au titre des CHU et centres de santé spécialisés (13,1 milliards), la formation des agents de santé (3,4 milliards) ainsi que l'acquisition des médicaments et matériels biomédicaux (0,2 milliard).

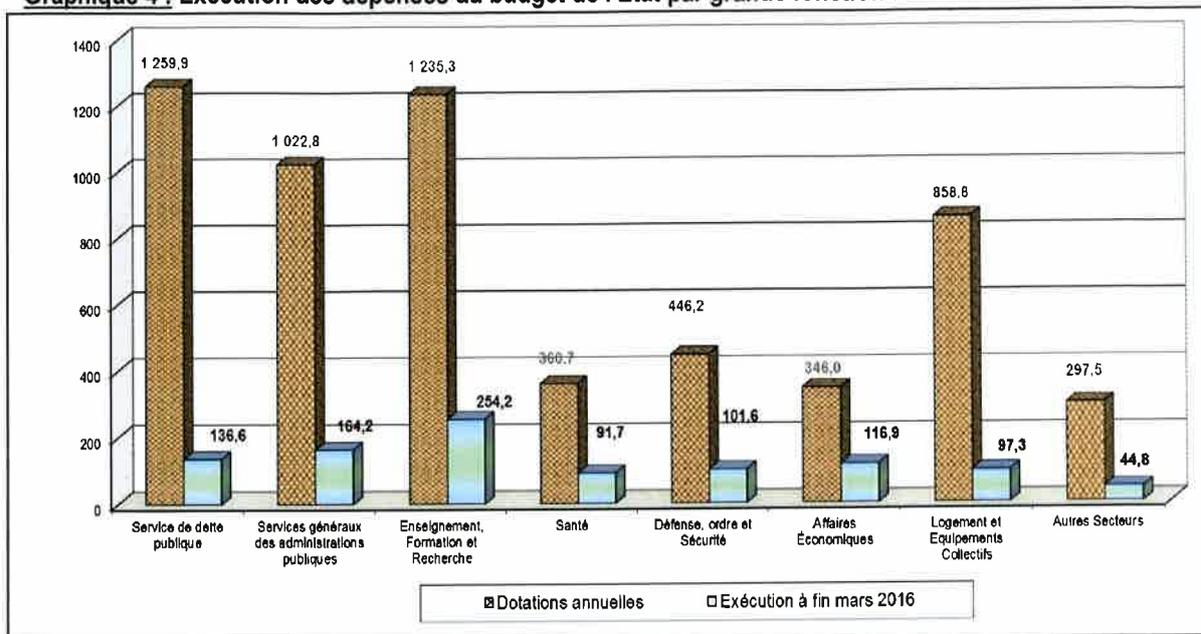
Les dépenses exécutées dans le secteur **des affaires économiques** s'établissent à 116,9 milliards, soit un taux d'exécution de 33,8%. Ces dépenses concernent le développement des activités végétales et halieutiques (30,3 milliards), des transports et des télécommunications (75,6 milliards). Elles comprennent également le soutien aux activités économiques telles que le commerce, l'hôtellerie et l'artisanat (10,7 milliards).

Les dépenses des services chargés de **la défense du territoire, et du maintien de l'ordre public**, se chiffrent à 101,6 milliards, avec un taux d'exécution de 22,8%. Elles comprennent notamment les activités des services militaires (18,3 milliards), de la gendarmerie (15,0 milliards), de la police (31,3 milliards), et de la justice (12,7 milliards).

Les dépenses effectuées pour la construction de **logements et équipements collectifs** s'élèvent à 97,3 milliards représentant 8,3% des dépenses totales pour un taux d'exécution de 11,3%. Ces dépenses concernent les travaux réalisés dans le domaine de l'électrification, de l'approvisionnement en eau potable et des routes (46,8 milliards) notamment la construction du barrage hydroélectrique de Soubré, le volet électrification du Programme Présidentiel d'Urgence et l'alimentation en eau potable des populations (3,9 milliards) ainsi que les infrastructures routières (13,5 milliards).

Les dépenses réalisées au titre des autres secteurs (**protection de l'environnement, protection sociale, loisirs, culture et culte**) sont de 44,8 milliards, pour un taux d'exécution de 15,0%.

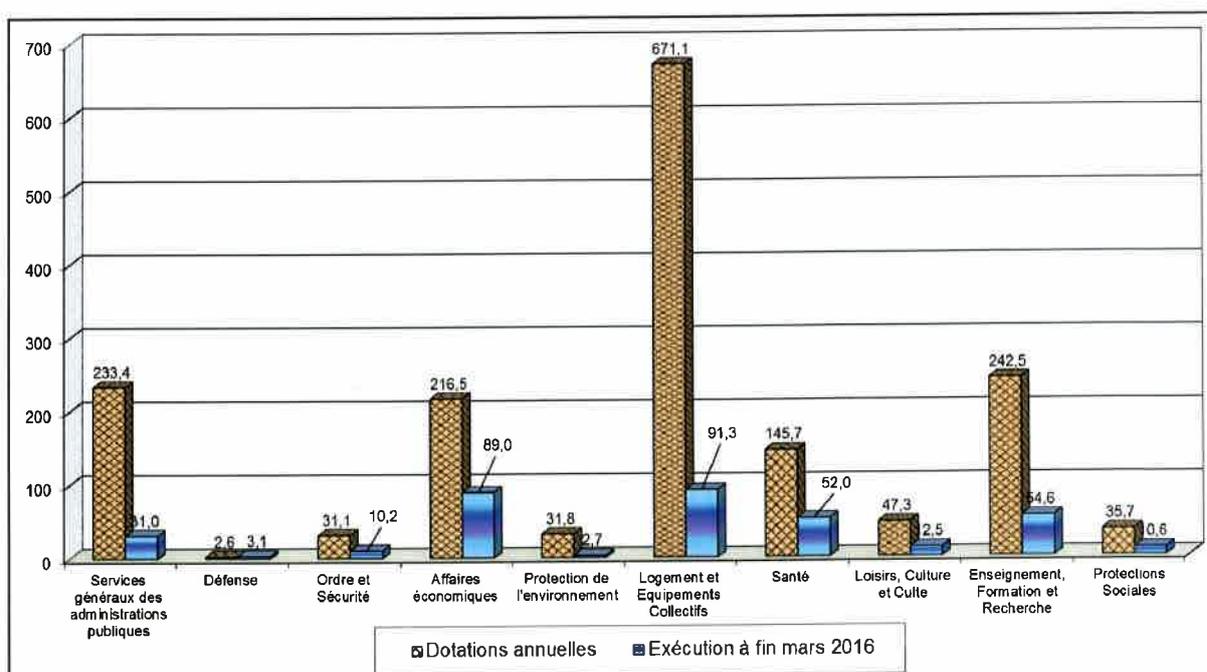
**Graphique 4 : Exécution des dépenses du budget de l'Etat par grande fonction à fin mars 2016**



Source : -DGBF-DGTCP

De façon spécifique, les **dépenses d'investissement** par grandes fonctions y compris les dépenses post-crise, s'établissent globalement à 357,0 milliards contre 1 657,5 milliards de dotations annuelles. Elles portent entre autres sur les logements et équipements collectifs (91,3 milliards), les affaires économiques (89,0 milliards), l'enseignement, la formation et la recherche (54,6 milliards). Le graphique ci-dessous présente la répartition des dépenses d'investissement par grande fonction.

**Graphique 5 : Dépenses d'investissement par grande fonction à fin mars 2016**



Source : -DGBF-DGTCP

## 2.4 Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres

Les dépenses exécutées dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et la réduction des disparités sociales se sont établies à la fin du premier trimestre 2016 à 397 milliards pour un objectif plancher de 346,6 milliards.

Ce bon résultat est en rapport avec l'exécution plus importante que prévue des dépenses de certains secteurs, notamment l'éducation et la santé, les routes et ouvrages d'art, ainsi que l'agriculture. Les dispositions de suivi de certains projets en liaison avec les partenaires ont permis d'aboutir à un bon niveau d'exécution. C'est le cas par exemple de la mesure d'accompagnement du secteur banane, du projet de lutte contre le paludisme, du renforcement du système de santé et la préparation à la lutte contre Ebola ainsi que la réhabilitation et l'équipement des universités et CROU.

**Tableau 5 : Etat d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin mars 2016**

*En milliards de FCFA*

Domaines	2015	2016		
	Réalisation mars	Objectif annuel	Objectif mars	Réalisation
01 Agriculture et développement rural	33,4	96,2	7,9	18,7
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	1,5	9,6	1,8	1,3
03 Education <sup>2</sup>	195,7	1190,9	246,5	238,4
04 Santé <sup>3</sup>	43,9	351,9	48,6	94,1
05 Eau et Assainissement	13,1	89,1	9,1	7,8
06 Energie	23,7	38,4	7,4	6,2
07 Routes et ouvrages d'art	30,6	120,7	9,4	18,5
08 Affaires Sociales	5,3	24,1	5,3	5,2
09 Décentralisation	8,8	61,2	9,1	6,3
10 Reconstructions et réhabilitations	1,8	5,2	0,6	0,0
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	0,6	11,2	0,9	0,3
<b>TOTAL</b>	<b>358,4</b>	<b>1998,5</b>	<b>346,6</b>	<b>397</b>

**Source : DGBF-DGTCP**

<sup>2</sup> Il s'agit ici des dépenses de lutte contre la pauvreté dans le domaine de l'éducation-formation qui excluent les dépenses des cabinets ministériels considérées comme non pro-pauvres.

<sup>3</sup> Il s'agit ici des dépenses de lutte contre la pauvreté dans le domaine de la santé, qui excluent les dépenses des cabinets ministériels considérées comme non pro-pauvres.

### III- ANALYSE DES PAIEMENTS EFFECTUES

**Tableau 6 : Etat des paiements effectués par les comptables par nature de dépenses à fin mars 2016**

(En milliards F CFA)

	Budget actuel	Exécution	Paiements (*)
<b>Dettes Publiques</b>	<b>1 259,9</b>	<b>136,6</b>	<b>136,6</b>
Dettes intérieures	778,3	72,2	72,2
Dettes extérieures	481,5	64,3	64,3
<b>Dépenses Ordinaires</b>	<b>2 468,1</b>	<b>513,8</b>	<b>464,2</b>
Personnel	1 428,9	343,1	343,1
Subventions et transferts	374,5	30,3	26,6
Autres dépenses ordinaires	664,7	140,4	94,5
<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>1 760,2</b>	<b>357,0</b>	<b>109,6</b>
<b>Comptes spéciaux du trésor</b>	<b>338,9</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5 827,1</b>	<b>1 007,4</b>	<b>710,4</b>

(\*) Les paiements correspondent dans l'hypothèse retenue aux mandats mis en règlement au Trésor et les autres opérations de trésorerie.

Source : DGBF-DGTCF

#### 3.1 Au titre de la dette publique

Les règlements effectifs des échéances de la dette publique se sont chiffrés à 136,6 milliards dont 72,2 milliards au titre de la dette intérieure comprenant 46,8 milliards de remboursement de capital et 25,4 milliards d'intérêts. Les règlements sur la dette extérieure se chiffrent à 64,3 milliards dont 23,7 milliards de remboursement de capital et 40,6 milliards d'intérêts.

#### 3.2 Au titre des dépenses ordinaires

##### 3.2.1 Dépenses de personnel

A fin mars, les salaires payés aux fonctionnaires et agents de l'Etat s'élèvent à 343,1 milliards.

##### 3.2.2 Dépenses liées aux transferts et subventions

Les transferts et subventions au profit des organismes publics et certaines catégories de ménages (écoles privées, Etablissements Publics Nationaux, collectivités décentralisées, représentations à l'étranger, élèves et étudiants au titre de bourses, ...), effectués par les comptables publics se sont chiffrés à 26,6 milliards.

##### 3.2.3 Autres charges de fonctionnement

Les paiements relatifs aux autres dépenses de fonctionnement (y compris les dépenses d'abonnement) s'élèvent à 94,5 milliards.

#### 3.3 Au titre des dépenses d'investissement

Les paiements effectués au titre des projets d'investissement y compris les dépenses post-crise sont de 109,6 milliards.

## IV- REALISATION DES REPERES QUANTITATIFS DU PROGRAMME ECONOMIQUE ET FINANCIER

Le tableau ci-dessous présente les repères quantitatifs budgétaires.

**Tableau 7 : Evolution comparée des indicateurs quantitatifs budgétaires à fin mars 2016 et fin mars 2015**

(En milliards de FCFA)

	Fin mars 2015	Fin mars 2016
Indicateurs quantitatifs	Réalisation	Réalisation
Plafond des dépenses par procédures d'avances	20,0	52,6
Plancher des pro-pauvres	358,4	397

Source : DGBF

### 4.1 Plafond des dépenses par procédure d'avances

A fin mars 2016, le niveau des avances consenties hors celles liées aux charges de personnel, au service de la dette publique et aux régies d'avances s'est situé à 52,6 milliards. Le niveau total d'avance non encore régularisé à fin mars est de 44,5 milliards (tableau 4).

### 4.2 Plancher des dépenses pro-pauvres

A fin mars 2016, le niveau des dépenses pro-pauvres est estimé à 397 milliards pour un objectif plancher de 346,6 milliards, soit un taux d'exécution de 114,5%.

## CONCLUSION

Au terme du premier trimestre 2016, la mobilisation des ressources intérieures, notamment fiscales est en ligne avec les objectifs fixés et l'exécution des dépenses a été maîtrisée dans les limites autorisées.

La dynamique de mobilisation des ressources, notamment intérieures, sera maintenue dans un contexte de poursuite des réformes engagées, dans la perspective de l'atteinte des objectifs annuels.

Quant aux dépenses d'investissement, les efforts des différents services devront se poursuivre pour améliorer le rythme d'exécution, comme cela est attendu à partir du second trimestre de l'année.

Telle est l'économie de la présente Communication relative à l'exécution budgétaire à fin mars 2016, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE MINISTRE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,  
CHARGE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT**



**Abdourahmane CISSE**

**LE MINISTRE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,  
CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

**Adama KONE**

# ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE

## (Etat de réalisation à fin mars 2016)

(Données en milliards de francs CFA)

LIBELLE	Fin mars		LIBELLE	Fin mars	
	Objectif	Réalisation		Objectif	Réalisation
<b>RESSOURCES BUDGETAIRES</b>	<b>1 106,0</b>	<b>1 141,2</b>	<b>DEPENSES BUDGETAIRES</b>	<b>1 143,0</b>	<b>987,0</b>
Ressources intérieures	890,5	953,8	Dettes publiques	139,7	136,6
Recettes fiscales	698,1	755,9	Dettes intérieures	73,9	72,2
DGI	322,9	330,3	<i>Principal</i>	46,9	46,8
<i>dont FER</i>			<i>Intérêts</i>	27,0	25,4
TRESOR	1,7	4,1	Dettes extérieures	65,8	64,3
DGD (Hors PCC, PCS et SGS)	373,5	421,5	<i>Principal</i>	27,2	23,7
<i>dont FER</i>		14,9	<i>Intérêts</i>	38,6	40,6
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>12,5</b>	<b>12,4</b>	<b>Dépenses ordinaires</b>	<b>540,5</b>	<b>487,3</b>
Privatisation et vente d'actifs	0,0	0,0	Personnel	359,8	343,1
Transfert des entreprises	0,0	0,3	Abonnement	17,4	14,3
Revenus du domaine DGI	6,2	5,7	Subventions et transferts	57,0	35,3
Licences de télécommunication	0,0	0,0	<i>dont subvention au secteur électricité</i>	5,7	0,0
Intégration ressources additionnelles C2D	0,0	0,0	Autres dépenses de fonctionnement	106,3	94,6
Fonds d'investissement en milieu rural	3,5	1,8	<i>Carburant Armée</i>	3,1	0,0
Autres recettes non fiscales	2,8	4,7	<i>dépenses sociales ciblées</i>	0,0	0,5
			<i>Charges de fonctionnement des services</i>	103,1	94,0
<b>Emprunts sur marchés monétaire et financier</b>	<b>180,0</b>	<b>185,5</b>	<b>Dépenses post-crise</b>	<b>7,3</b>	<b>13,9</b>
Emprunts obligataires	120,0	0,0	Financement intérieur	7,3	13,9
Bons et obligations du Trésor	60,0	185,5	<i>dont investissement</i>	0,0	7,8
Eurobonds	0,0	0,0	Financement extérieur	0,0	0,0
<b>Ressources extérieures</b>	<b>215,4</b>	<b>187,4</b>	<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>455,5</b>	<b>349,2</b>
Appuis budgétaires	0,0	0,0	Financement intérieur	240,1	161,8
FMI	0,0	0,0	<i>Programme présidentiel d'Urgence</i>	26,4	26,4
Banque Mondiale	0,0	0,0	<i>Construction barrage de Soubré</i>	3,5	3,5
AFD (C2D)	0,0	0,0	<i>Projets C2D</i>	36,9	0,0
BAD	0,0	0,0	<i>Couverture Maladie Universelle (CMU)</i>	0,0	4,1
UE	0,0	0,0	<i>Construction 3e pont</i>	0,0	0,0
Financement extérieur	215,4	187,4	<i>Investissement FIMR</i>	3,5	1,8
Dons-programmes	0,0	0,0	Financement extérieur	215,4	187,4
Dons-projets	85,6	57,6	<i>Dons-projets</i>	85,6	57,6
Emprunts-projets	129,8	129,9	<i>Emprunts-projets</i>	129,8	129,9
<b>OPERATIONS DE TRESORERIE (II)</b>	<b>21,7</b>	<b>20,4</b>	<b>OPERATIONS DE TRESORERIE (II)</b>	<b>21,7</b>	<b>20,4</b>
Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA	18,2	18,2	Remboursement de crédits de TVA	18,2	18,2
TVA secteur électricité	3,5	2,2	Reversement TVA au secteur électricité	3,5	2,2
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 127,7</b>	<b>1 161,6</b>	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 164,7</b>	<b>1 007,4</b>

## ANNEXE 2

### EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin mars 2016)

En milliards de FCFA

LIBELLES	FIN MARS		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
<b>RECETTES FISCALES BUDGETAIRES</b>	<b>698,1</b>	<b>755,9</b>	<b>57,8</b>
<b>DGI</b>	<b>322,9</b>	<b>330,3</b>	<b>7,5</b>
<b>Impôts directs</b>	<b>139,6</b>	<b>139,2</b>	<b>-0,5</b>
BIC pétrole et gaz	13,0	10,3	-2,7
- BIC pétrole	0,0	0,0	0,0
- BIC gaz	13,0	10,3	-2,7
<b>Autres impôts directs hors pétrole et gaz</b>	<b>126,6</b>	<b>128,9</b>	<b>2,3</b>
- BIC hors pétrole	11,2	12,4	1,2
- Impôt synthétique et AIRSI	5,1	4,8	-0,2
Impôts sur revenus et salaires	100,8	103,1	2,2
Contribution pour la sortie de crise (ex CRN)	0,0	0,0	0,0
Impôts fonciers	0,0	0,0	0,0
Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	9,5	8,6	-0,9
<b>Impôts indirects</b>	<b>183,2</b>	<b>191,2</b>	<b>7,9</b>
TVA (hors part secteur électricité)	75,6	73,5	-2,1
TOB	13,7	14,0	0,3
Taxes sur boissons et tabacs	9,8	9,5	-0,3
Droits d'enregistrement et de timbre	52,1	67,8	15,7
<i>dont enregistrement café cacao</i>	38,2	55,0	16,8
Patentes et Licences	4,8	5,3	0,6
Taxes d'exploitation pétrolière	0,0	0,0	0,0
Taxe d'exploitation du gaz	6,5	4,4	-2,1
Taxes sur les télécommunications	14,7	12,3	-2,4
Taxes spéciales sur les consommations téléphoniques	5,7	3,8	-1,8
Taxes sur le caoutchouc	0,0	0,0	0,0
Taxes sur le profit additionnel minier	0,0	0,0	0,0
Accises et autres taxes indirectes	0,4	0,4	0,0
<b>TRESOR</b>	<b>1,7</b>	<b>4,1</b>	<b>2,4</b>
<b>Impôts directs</b>	<b>1,5</b>	<b>3,7</b>	<b>2,3</b>
Impôts sur revenus et salaires	1,5	3,7	2,3
Impôts fonciers (y/c RS 15% Loyer)	0,0	0,0	0,0
<b>Impôts indirects</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,1</b>
RS 10%	0,0	0,0	0,0
Patentes et licences	0,0	0,0	0,0
Timbres et vignettes	0,2	0,3	0,1
Autres indirects	0,0	0,0	0,0
<b>DGD (hors PCC, PCS et SGS)</b>	<b>373,5</b>	<b>421,5</b>	<b>47,9</b>
<b>Droits et taxes à l'importation</b>	<b>244,3</b>	<b>270,8</b>	<b>26,5</b>
Taxes sur produits pétroliers	63,8	85,1	21,3
Taxes hors produits pétroliers (hors SGS, PCS et PCC)	180,5	185,7	5,2
<b>Taxes à l'exportation</b>	<b>129,2</b>	<b>150,6</b>	<b>21,4</b>

**ANNEXE 3 :  
SITUATION DES DEPENSES PAR SECTEUR ET PAR FONCTION  
(Situation à fin mars 2016)**

Secteurs et fonctions	Budget voté	Budget Actuel	Exécution SIGFP		Avances	Opération de trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement (*)
			Engagements	Prises en charge					
<b>Services de la dette publique</b>	<b>1 259 862 950 700</b>	<b>1 259 862 950 700</b>	<b>136 552 190 000</b>	<b>136 552 190 000</b>			<b>136 552 190 000</b>	<b>136 552 190 000</b>	<b>136 552 190 000</b>
-Dette publique intérieure	778 345 855 409	778 345 855 409	72 224 240 000	72 224 240 000			72 224 240 000	72 224 240 000	72 224 240 000
-Dette publique extérieure	481 517 095 291	481 517 095 291	64 327 950 000	64 327 950 000			64 327 950 000	64 327 950 000	64 327 950 000
<b>Services généraux des administrations publiques</b>	<b>1 040 019 046 637</b>	<b>1 022 843 455 489</b>	<b>128 478 827 632</b>	<b>120 023 905 448</b>	<b>23 791 000 000</b>	<b>20 400 000 000</b>	<b>164 214 905 448</b>	<b>79 491 616 162</b>	<b>123 682 616 162</b>
Institutions	125 709 910 020	126 370 110 020	31 648 172 902	31 336 598 150	899 800 000		32 236 398 150	31 061 009 162	31 960 809 162
Services Généraux	914 309 136 617	896 473 345 469	96 830 654 730	88 687 307 298	22 891 200 000	20 400 000 000	131 978 507 298	48 430 607 000	91 721 807 000
Défense	<b>252 295 173 288</b>	<b>252 295 173 288</b>	<b>49 244 126 819</b>	<b>45 034 063 778</b>	<b>12 456 000 000</b>		<b>57 490 063 778</b>	<b>44 282 218 042</b>	<b>56 738 218 042</b>
Services Sociaux									
Services militaires	119 402 319 402	119 402 319 402	22 062 531 058	18 298 294 677			18 298 294 677	17 976 023 262	17 976 023 262
Services de gendarmerie	61 633 249 393	61 633 249 393	15 398 959 379	14 953 132 719			14 953 132 719	14 953 132 719	14 953 132 719
Autres Affaires Militaires	71 259 604 493	71 259 604 493	11 782 636 382	11 782 636 382	12 456 000 000		24 238 636 382	11 353 062 061	23 809 062 061
<b>Ordre et Sécurité</b>	<b>193 687 029 113</b>	<b>193 687 844 484</b>	<b>39 007 808 975</b>	<b>38 459 244 792</b>	<b>5 608 000 000</b>		<b>44 067 244 792</b>	<b>41 091 225 958</b>	<b>46 699 225 958</b>
Service de Police	133 073 595 908	133 034 411 279	25 729 098 152	25 715 747 863	5 608 000 000		31 323 747 863	21 514 327 074	27 122 327 074
Services judiciaires	55 454 503 003	55 674 503 003	12 955 241 331	12 682 162 897			12 682 162 897	9 788 449 442	9 788 449 442
Etablissements Pénitenciers et Education surveillés	5 158 930 202	5 158 930 202	323 469 492	61 334 032			61 334 032	9 788 449 442	9 788 449 442
<b>Affaires Économiques</b>	<b>331 161 491 976</b>	<b>345 978 515 016</b>	<b>118 084 114 114</b>	<b>116 560 222 637</b>	<b>381 000 000</b>		<b>116 941 222 637</b>	<b>17 724 161 526</b>	<b>18 105 161 526</b>
Activités Végétales et Halieutiques	107 057 673 829	120 957 673 829	26 546 277 892	29 927 733 991	381 000 000		30 308 733 991	5 409 101 377	5 790 101 377
Activités Minières et Énergétiques	4 094 199 406	4 094 199 406	399 906 451	391 125 340			391 125 340	41 906 390	41 906 390
Activités de transport et télécommunication	139 295 961 235	139 295 961 235	76 776 678 256	75 571 492 767			75 571 492 767	6 502 810 110	6 502 810 110
Activités Industrielles et autres Services	80 713 657 506	81 630 680 546	14 361 251 515	10 669 870 539			10 669 870 539	5 770 343 649	5 770 343 649
<b>Protection de l'environnement</b>	<b>105 473 986 268</b>	<b>107 211 025 267</b>	<b>8 511 928 348</b>	<b>8 364 887 596</b>	<b>1 000 000 000</b>		<b>9 364 887 596</b>	<b>8 282 333 134</b>	<b>9 282 333 134</b>
Logement et Equipements Collectifs	857 224 305 645	858 755 224 842	109 074 537 228	97 344 510 732			97 344 510 732	26 775 620 225	26 775 620 225
Santé	349 675 653 821	360 654 999 269	92 095 902 965	91 745 647 514			91 745 647 514	47 489 774 446	47 489 774 446
Loisirs, Culture et Culte	104 239 455 347	104 967 594 652	19 834 775 816	19 590 600 206	1 227 000 000		20 817 600 206	10 848 285 267	12 075 285 267
Enseignement, Formation et Recherche	1 235 253 446 798	1 235 310 287 002	262 522 927 191	254 246 400 689			254 246 400 689	231 253 303 796	231 253 303 796
Protection Sociale	84 439 489 455	85 365 810 090	14 711 845 293	14 578 976 948			14 578 976 948	1 776 771 188	1 776 771 188
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5 813 332 029 048</b>	<b>5 827 112 860 099</b>	<b>978 118 984 381</b>	<b>942 500 650 340</b>	<b>44 463 000 000</b>	<b>20 400 000 000</b>	<b>1 007 363 650 340</b>	<b>645 567 499 744</b>	<b>710 430 499 744</b>

dont  
Remboursement de crédits de TVA

18 200 000 000

18200000000

Source: DGBF-DGTCP

(\*) Les paiements correspondent aux mandats mis en règlement au Trésor et les opérations de trésorerie effectuées en dehors du SIGFP

**ANNEXE 4 :**  
**ETAT DETAILLE DES DEPENSES PAR SECTEUR ET PAR FONCTION**  
(Situation à fin mars 2016)

Secteurs et fonctions	Budget voté	Budget actuel	Exécution SIGFIP		Avances	Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement (*)
			Engagements						
			Engagements	Ordonnancement					
<b>Service de la dette publique</b>	<b>1 259 862 950 700</b>	<b>1 259 862 950 700</b>	<b>136 552 190 000</b>	<b>136 552 190 000</b>			<b>136 552 190 000</b>	<b>136 552 190 000</b>	
-Dette publique intérieure	778 345 855 409	778 345 855 409	72 224 240 000	72 224 240 000			72 224 240 000	72 224 240 000	
-Dette publique extérieure	481 517 095 291	481 517 095 291	64 327 950 000	64 327 950 000			64 327 950 000	64 327 950 000	
<b>Services généraux des administrations publiques</b>	<b>1 040 019 046 637</b>	<b>1 022 843 455 489</b>	<b>128 478 827 632</b>	<b>120 023 905 448</b>	<b>23 791 000 000</b>	<b>20 400 000 000</b>	<b>164 214 905 448</b>	<b>79 491 616 162</b>	<b>123 682 616 162</b>
Institutions	125 709 910 020	126 370 110 020	31 648 172 902	31 336 598 150	899 800 000		32 236 398 150	31 061 009 162	31 960 809 162
-Organismes législatifs (Assemblée)	22 802 047 091	22 802 047 091	5 600 195 550	5 600 195 550	109 000 000		5 709 195 550	5 596 768 422	5 705 768 422
-Organes exécutifs (Présidence+ Primature)	80 335 249 582	80 335 249 582	20 286 732 965	19 975 158 213	790 800 000		20 765 958 213	19 720 738 142	20 511 538 142
-Autres institutions	22 572 613 347	23 232 813 347	5 761 244 387	5 761 244 387			5 761 244 387	5 743 502 598	5 743 502 598
Services Généraux	914 309 136 617	896 473 345 469	96 830 654 730	88 687 307 298	22 891 200 000	20 400 000 000	131 978 507 298	48 430 607 000	91 721 807 000
-Services Economiques et Financiers	241 850 010 171	244 294 666 515	49 089 571 768	48 396 104 878	19 909 200 000	20 400 000 000	88 705 304 878	20 695 358 647	61 004 558 647
-Autres Services	672 459 126 446	652 178 678 954	47 741 082 962	40 291 202 420			40 291 202 420	27 735 248 353	27 735 248 353
-Services des Affaires Extérieures	138 631 457 738	139 467 310 297	22 881 250 376	21 917 202 141	2 982 000 000		24 899 202 141	17 231 611 489	20 213 611 489
<b>Défense</b>	<b>252 295 173 288</b>	<b>252 295 173 288</b>	<b>49 244 126 819</b>	<b>45 034 063 778</b>	<b>12 456 000 000</b>		<b>57 490 063 778</b>	<b>44 282 218 042</b>	<b>56 738 218 042</b>
Services militaires	119 402 319 402	119 402 319 402	22 062 531 058	18 298 294 677			18 298 294 677	17 976 023 262	17 976 023 262
Services de gendarmerie	61 633 249 393	61 633 249 393	15 398 959 379	14 953 132 719			14 953 132 719	14 953 132 719	14 953 132 719
Autres Affaires Militaires	71 259 604 493	71 259 604 493	11 782 636 382	11 782 636 382	12 456 000 000		24 238 636 382	11 353 062 061	23 809 062 061
<b>Ordre et Sécurité</b>	<b>193 687 029 113</b>	<b>193 687 844 484</b>	<b>39 007 808 975</b>	<b>38 459 244 792</b>	<b>5 608 000 000</b>		<b>44 067 244 792</b>	<b>41 091 225 958</b>	<b>46 699 225 958</b>
Service de Police	133 073 595 908	133 034 411 279	25 729 098 152	25 715 747 863	5 608 000 000		31 323 747 863	21 514 327 074	27 122 327 074
Services judiciaires	55 454 503 003	55 674 503 003	12 955 241 331	12 682 162 897			12 682 162 897	9 788 449 442	9 788 449 442
Etablissements Pénitenciers et Education surveillées	5 158 930 202	5 158 930 202	323 469 492	61 334 032			61 334 032	9 788 449 442	9 788 449 442
<b>Affaires Economiques</b>	<b>331 161 491 976</b>	<b>345 978 515 016</b>	<b>118 084 114 114</b>	<b>116 560 222 637</b>	<b>381 000 000</b>		<b>116 941 222 637</b>	<b>17 724 161 526</b>	<b>18 105 161 526</b>
Activités Végétales et Halieutiques	107 057 673 829	120 957 673 829	26 546 277 892	29 927 733 991	381 000 000		30 308 733 991	5 409 101 377	5 790 101 377
- Agriculture	96 047 508 752	96 047 508 752	25 131 691 792	17 386 511 284			17 386 511 284	4 215 753 523	4 215 753 523
- Elevage	11 010 165 077	11 010 165 077	1 414 586 100	1 273 748 902	381 000 000		1 654 748 902	1 193 347 854	1 574 347 854
Activités Minières et Energétiques	4 094 199 406	4 094 199 406	399 906 451	391 125 340			391 125 340	41 906 390	41 906 390
Activités de transport et télécommunication	139 295 961 235	139 295 961 235	76 776 678 256	75 571 492 767			75 571 492 767	6 502 810 110	6 502 810 110
Activités Industrielles et autres Services	80 713 657 506	81 630 680 546	14 361 251 515	10 669 870 539			10 669 870 539	5 770 343 649	5 770 343 649
<b>Protection de l'environnement</b>	<b>105 473 986 268</b>	<b>107 211 025 267</b>	<b>8 511 928 348</b>	<b>8 364 887 596</b>	<b>1 000 000 000</b>		<b>9 364 887 596</b>	<b>8 282 333 134</b>	<b>9 282 333 134</b>
Lutte contre la pollution et Protection de l'environnement	67 105 937 741	68 828 522 671	3 263 027 211	3 232 575 204	1 000 000 000		4 232 575 204	3 216 979 916	4 216 979 916
Protection faune et flore	38 368 048 527	38 368 502 596	5 248 901 137	5 132 342 392			5 132 342 392	5 065 353 218	5 065 353 218
<b>Logement et Equipements Collectifs</b>	<b>857 224 305 645</b>	<b>858 755 224 842</b>	<b>109 074 537 228</b>	<b>97 344 510 732</b>			<b>97 344 510 732</b>	<b>26 775 620 225</b>	<b>26 775 620 225</b>
Alimentation en eau	93 502 549 440	94 268 531 164	4 388 354 487	3 952 079 487			3 952 079 487	3 808 020 012	3 808 020 012
Electricification	195 586 533 425	195 586 533 425	46 812 362 405	46 811 162 405			46 811 162 405	3 937 500 000	3 937 500 000
Infrastructures routières	441 801 093 646	441 801 093 646	33 961 836 976	33 961 836 976			33 961 836 976	5 425 000 000	5 425 000 000
Batiments administratifs et logements	16 877 056 793	17 218 656 793	1 493 750 000	1 493 750 000			1 493 750 000	1 183 600 332	1 183 600 332
Equipements des Collectivités Territoriales	4 870 539 261	5 112 888 428	1 183 600 332	1 183 600 332			1 183 600 332	12 421 499 881	12 421 499 881
Autres	104 586 533 080	104 767 521 396	21 234 633 028	21 234 633 028			9 942 081 532		

(\*) Les paiements correspondent aux mandats mis en règlement au Trésor et les opérations de trésorerie effectuées en dehors du SIGFIP

**ANNEXE 4 (suite et fin) :**  
**ETAT DETAILLE DES DEPENSES PAR SECTEUR ET PAR FONCTION**  
(Situation à fin mars 2016)

Secteurs et fonctions	Budget voté	Budget actuel	Exécution SIGFP		Avances	Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement (*)
			Engagements	Ordonnancement					
<b>Santé</b>	<b>349 675 653 821</b>	<b>360 654 999 269</b>	<b>92 095 902 965</b>	<b>91 745 647 514</b>			<b>91 745 647 514</b>	<b>47 489 774 446</b>	<b>47 489 774 446</b>
Médicaments et matériels biomédicaux	15 367 407 424	19 613 217 586	275 925 901	249 230 240			249 230 240	50 000 000	50 000 000
Services de santé de base et secondaire	20 390 927 888	20 390 927 888	1 733 495 284	1 658 491 236			1 658 491 236	107 609 347	107 609 347
Formation Agents de santé	11 109 612 007	11 109 612 007	3 381 953 048	3 381 953 048			3 381 953 048	1 104 354 448	1 104 354 448
CHU, Centres de Santé Spécialisés	60 688 119 304	60 688 119 304	13 089 857 452	13 061 305 102			13 061 305 102	11 794 259 452	11 794 259 452
Autres affaires liées à la santé	242 119 587 198	248 853 122 484	73 614 671 280	73 394 667 888			73 394 667 888	34 433 551 199	34 433 551 199
<b>Loisirs, Culture et Culte</b>	<b>104 239 455 347</b>	<b>104 967 594 652</b>	<b>19 834 775 816</b>	<b>19 590 600 206</b>			<b>20 817 600 206</b>	<b>10 848 285 267</b>	<b>12 075 285 267</b>
Affaires culturelles	19 959 102 268	19 982 441 724	3 574 211 209	3 364 071 034			3 364 071 034	3 291 982 816	3 291 982 816
Affaires Sportives	42 796 363 121	42 796 363 121	2 178 157 200	2 165 960 000			2 165 960 000	2 125 000 000	3 352 000 000
Communication	19 659 662 635	20 364 462 484	1 589 852 503	1 568 014 268			1 568 014 268	1 511 990 474	1 511 990 474
Autres	21 824 327 323	21 824 327 323	12 492 554 904	12 492 554 904			12 492 554 904	3 919 311 977	3 919 311 977
<b>Enseignement, Formation et Recherche</b>	<b>1 235 253 446 798</b>	<b>1 235 310 287 002</b>	<b>262 522 927 191</b>	<b>254 246 400 689</b>			<b>254 246 400 689</b>	<b>231 253 303 796</b>	<b>231 253 303 796</b>
Enseignement de base	520 976 815 978	520 976 815 978	81 030 109 719	78 436 782 961			78 436 782 961	78 342 109 674	78 342 109 674
Formation continue des adultes	13 631 124 013	13 631 124 013	5 021 247 200	5 018 706 481			5 018 706 481	4 974 000 438	4 974 000 438
Enseignement Secondaire	290 127 144 595	290 387 757 415	69 100 278 987	69 035 515 255			69 035 515 255	65 642 938 588	65 642 938 588
Enseignement Supérieur	194 048 838 300	194 048 838 300	70 153 293 789	70 079 193 829			70 079 193 829	59 178 409 146	59 178 409 146
Enseignement Technique et Professionnelle	103 514 285 023	103 532 285 023	19 951 552 569	19 900 589 601			19 900 589 601	13 375 205 074	13 375 205 074
Recherche	20 537 175 095	20 537 175 095	1 733 451 965	1 558 451 965			1 558 451 965	999 695 876	999 695 876
Autres	92 418 063 794	92 196 291 178	15 532 992 962	10 217 160 597			10 217 160 597	8 740 945 000	8 740 945 000
<i>dont transport des élèves et étudiants</i>	9 900 000 000	9 900 000 000	2 475 000 000	2 475 000 000			2 475 000 000		
<b>Protection Sociale</b>	<b>84 439 489 455</b>	<b>85 365 810 090</b>	<b>14 711 845 293</b>	<b>14 578 976 948</b>			<b>14 578 976 948</b>	<b>1 776 771 188</b>	<b>1 776 771 188</b>
Protection des enfants et handicapés	10 363 627 047	10 363 627 047	92 431 230	33 314 800			33 314 800		
Lutte contre le Chômage et l'exclusion	44 419 028 605	44 419 028 605	10 238 331 188	10 206 281 188			10 206 281 188	1 717 901 188	1 717 901 188
Service civique et réinsertion									
Pension de retraite	6 674 701 184	6 674 701 184							
Autres protection sociale	22 982 132 619	23 908 453 254	4 381 062 875	4 339 380 960			4 339 380 960	58 870 000	58 870 000
<b>TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES</b>	<b>5 813 332 029 048</b>	<b>5 827 112 880 099</b>	<b>978 118 984 381</b>	<b>942 500 650 340</b>	<b>44 463 000 000</b>	<b>20 400 000 000</b>	<b>1 007 363 650 340</b>	<b>645 567 499 744</b>	<b>710 430 499 744</b>

dont

Remboursement de crédits de TVA

Source: DCBFDGTCF

18 200 000 000

18 200 000 000

(\*) Les paiements correspondent aux mandats mis en règlement au Trésor et les opérations de trésorerie effectuées en dehors du SIGFP

**ANNEXE 5 :  
SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PAR MINISTÈRE ET INSTITUTION  
(Situation à fin mars 2016)**

MINISTÈRE / INSTITUTION	Budget voté		Budget Actuel	Exécution SIGIFP		Avances	Opérations de Trésorerie	Total Exécution	Mandats mis en règlement	Total paiement (*)	
	Engagements			Ordonnancement							
	Engagements	Ordonnancement									
01 REPRESENTATION NATIONALE	22 802 047 091	22 802 047 091	22 802 047 091	5 600 195 550	5 600 195 550	109 000 000		5 709 195 550	5 596 768 422	5 705 768 422	
02 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	92 000 493 903	92 700 493 903	92 700 493 903	29 175 589 101	28 864 014 349	744 800 000		29 608 814 349	19 981 165 313	20 725 965 313	
03 CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	4 230 546 081	4 230 546 081	4 230 546 081	1 068 082 164	1 068 082 164			1 068 082 164	1 064 430 484	1 064 430 484	
05 GRANDE CHANCELLERIE	1 681 668 352	1 681 668 352	1 681 668 352	513 917 949	513 917 949			513 917 949	513 184 992	513 184 992	
06 PRIMAIRE ET SERVICES RATTACHÉS	74 938 816 364	74 938 816 364	74 938 816 364	21 549 283 282	21 511 763 282	46 000 000		21 557 763 282	16 972 727 121	17 018 727 121	
07 CONSEIL CONSTITUTIONNEL	2 779 395 174	2 779 395 174	2 779 395 174	683 254 367	683 254 367			683 254 367	681 342 007	681 342 007	
08 MEDIATUPE	1 768 150 091	1 768 150 091	1 768 150 091	682 250 131	682 250 131			682 250 131	681 444 611	681 444 611	
10 COUR DES COMPTES	1 769 012 605	1 769 012 605	1 769 012 605	516 048 314	516 048 314			516 048 314	516 048 314	516 048 314	
11 COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE	22 424 502 816	22 424 502 816	22 424 502 816	5 522 034 624	5 522 034 624			5 522 034 624	2 655 859 439	2 655 859 439	
12 MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	1 374 753 729 902	1 374 753 729 902	1 374 753 729 902	128 840 284 906	128 400 009 791	514 000 000		128 914 009 791	140 313 239 569	140 827 239 569	
14 MINISTERE DU PETROLE ET DE L'ENERGIE	164 391 777 544	164 391 777 544	164 391 777 544	42 765 810 811	42 446 123 260			42 446 123 260	1 696 394 326	1 696 394 326	
15 MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE L'INTERIEUR	310 039 945 695	310 000 761 066	310 000 761 066	32 656 604 018	32 528 756 204	5 609 000 000		38 136 756 204	29 996 718 685	35 604 718 685	
16 MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	18 276 002 632	18 276 002 632	18 276 002 632	2 776 193 725	2 717 733 202			2 717 733 202	1 827 291 437	1 827 291 437	
17 MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES PUBLIQUES	58 376 747 188	58 376 747 188	58 376 747 188	13 545 053 916	13 264 061 929			13 264 061 929	9 804 664 442	9 804 664 442	
18 MINISTERE DE L'AGRICULTURE	156 483 281 952	156 622 219 857	156 622 219 857	29 931 324 076	22 140 643 568			22 140 643 568	4 528 293 096	4 528 293 096	
19 MINISTERE DE LA CONSTRUCTION, DE L'ASSAINISSEMENT ET DE L'URBANISME	26 298 807 825	27 890 407 825	27 890 407 825	2 794 660 173	2 787 202 322			2 787 202 322	640 551 661	640 551 661	
20 MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT	22 952 184 171	22 957 162 967	22 957 162 967	8 276 791 031	8 276 791 031			8 276 791 031	1 659 527 893	1 659 527 893	
21 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES	553 265 952 863	554 247 283 754	554 247 283 754	45 253 766 926	45 253 766 926			45 253 766 926	13 332 110 504	13 332 110 504	
22 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE	838 215 940 460	839 692 196 778	839 692 196 778	153 477 060 580	145 525 637 725			145 525 637 725	142 008 858 262	142 008 858 262	
24 MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA	328 715 376 062	336 592 196 778	336 592 196 778	88 087 526 105	87 741 992 514			87 741 992 514	43 487 954 446	43 487 954 446	
25 MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	79 569 891 726	79 655 744 285	79 655 744 285	18 315 071 203	17 285 520 545			17 285 520 545	17 227 751 127	17 227 751 127	
26 MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHARGE DE LA DEFENSE	245 377 861 794	245 377 861 794	245 377 861 794	48 705 516 991	44 495 453 950			44 495 453 950	43 757 688 445	43 757 688 445	
27 MINISTERE DE LA COMMUNICATION	18 632 106 961	19 336 906 810	19 336 906 810	1 411 200 629	1 408 534 311			1 408 534 311	1 352 510 517	1 352 510 517	
28 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	13 226 629 000	14 963 667 999	14 963 667 999	1 119 473 033	1 082 677 266			1 082 677 266	1 067 031 978	1 067 031 978	
29 MINISTERE DES SPORTS ET LOISIRS	40 727 018 266	40 727 018 266	40 727 018 266	1 704 815 413	1 697 632 013			1 697 632 013	1 642 375 727	1 642 375 727	
30 MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DU BUDGET	643 763 364 833	638 994 750 070	638 994 750 070	87 110 085 066	88 431 366 838			88 431 366 838	45 180 466 090	45 180 466 090	
31 MINISTERE DES EAUX ET FORÊTS	30 493 659 876	30 493 659 876	30 493 659 876	4 661 377 507	4 550 132 522			4 550 132 522	4 483 223 348	4 483 223 348	
33 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	193 182 009 089	193 200 009 089	193 200 009 089	72 860 072 910	72 763 472 950			72 763 472 950	57 627 110 076	57 627 110 076	
34 MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	80 613 000 598	80 613 000 598	80 613 000 598	8 132 469 621	8 118 126 653			8 118 126 653	8 046 326 408	8 046 326 408	
35 MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE	13 893 653 344	13 917 192 800	13 917 192 800	2 604 431 882	2 408 131 134			2 408 131 134	2 336 042 916	2 336 042 916	
37 MINISTERE DU COMMERCE	5 634 309 456	6 612 394 601	6 612 394 601	1 731 409 691	1 688 967 822			1 688 967 822	1 561 147 892	1 561 147 892	
38 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES	38 389 268 775	38 439 268 775	38 439 268 775	861 779 396	851 849 940			851 849 940	786 655 829	786 655 829	
39 MINISTERE DU TOURISME	6 539 336 965	6 539 336 965	6 539 336 965	3 957 202 592	3 941 945 944			3 941 945 944	3 138 200 453	3 138 200 453	
40 MINISTERE DES TRANSPORTS	88 503 462 067	88 503 462 067	88 503 462 067	72 446 693 930	72 376 351 311			72 376 351 311	6 458 051 311	6 458 051 311	
42 MINISTERE DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET DE L'ENFANT	17 866 141 429	17 866 141 429	17 866 141 429	5 056 767 854	5 025 060 113			5 025 060 113	4 974 000 438	4 974 000 438	
44 MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS DE LA REPUBLIQUE	550 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	120 000 000	120 000 000			120 000 000	120 000 000	120 000 000	
45 MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA COHESION SOCIALE ET DE L'INDEMNISATION DES VICTIMES	20 476 184 360	20 476 184 360	20 476 184 360	1 217 901 188	1 217 901 188			1 217 901 188	1 217 901 188	1 217 901 188	
47 COUR SUPREME	8 152 693 820	8 152 693 820	8 152 693 820	1 850 874 594	1 850 874 594			1 850 874 594	1 840 235 322	1 840 235 322	
48 MINISTERE DES POSTES ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	33 874 214 877	33 874 214 877	33 874 214 877	3 037 378 173	1 708 297 068			1 708 297 068	116 238 756	116 238 756	
49 MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHARGE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI DES JEUNES	25 943 943 450	22 545 943 450	22 545 943 450	8 935 264 037	8 909 841 367			8 909 841 367	2 564 699 029	2 564 699 029	
51 MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES	11 457 742 638	11 457 742 638	11 457 742 638	1 365 381 841	1 260 890 288			1 260 890 288	1 178 904 240	1 178 904 240	
56 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES PUBLIQUES	2 655 470 873	2 655 470 873	2 655 470 873	255 483 767	255 483 767			255 483 767	344 300 248	344 300 248	
59 MINISTERE DE L'ENTREPRENEURAT NATIONAL, DE LA PROMOTION DES PME ET DE L'ARTISANAT	6 666 728 129	6 666 728 129	6 666 728 129	352 271 846	347 600 248			347 600 248	217 691 514	217 691 514	
60 MINISTERE CHARGE DE L'INTEGRATION AFRICAINE	1 246 007 470	1 246 007 470	1 246 007 470	322 161 801	255 268 577			255 268 577	311 501 868	311 501 868	
68 PARQUET GENERAL	50 727 895 682	49 477 895 682	49 477 895 682	26 425 521 235	26 425 521 235			26 425 521 235	1 000 000 000	1 000 000 000	
72 MINISTERE DE LA SALUBRITE URBAINE ET DE L'ASSAINISSEMENT	26 425 521 235	26 425 521 235	26 425 521 235	4 525 003 594	4 348 972 628			4 348 972 628	58 870 000	58 870 000	
73 MINISTERE DE L'HABITAT ET DU LOGEMENT SOCIAL	28 182 910 435	28 182 910 435	28 182 910 435	978 116 984 381	942 500 650 340			942 500 650 340	645 567 499 744	645 567 499 744	
74 MINISTERE D'ETAT, MINISTERE DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	5 613 332 029 048	5 827 112 800 099	5 827 112 800 099	4 525 003 594	4 348 972 628			4 348 972 628	58 870 000	58 870 000	
TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES				978 116 984 381	942 500 650 340	44 463 000 000	20 400 000 000	1 007 363 650 340	645 567 499 744	710 430 499 744	
				18 200 000 000		18 200 000 000		18 200 000 000		18 200 000 000	

donc  
Reconstitué à partir de crédits de TVA

(\*) Les paiements correspondants aux mandats mis en règlement au Trésor et les opérations de trésorerie effectuées en dehors du SIGIFP

# ANNEXE 6 : ETAT D'EXECUTION DES DEPENSES SOCIALES A FIN MARS 2016

(en millions de FCFA)

Nature de dépenses	2015		2016	
	Réalisation	Budget	Réalisation mars	
<b>DEPENSES EDUCATION</b>	<b>926 837,3</b>	<b>1 109 807,1</b>	<b>226 574,3</b>	
<b>Courantes</b>	<b>839 991,7</b>	<b>934 239,0</b>	<b>191 658,7</b>	
Administration Centrale	665 426,4	733 656,4	181 722,8	
Personnel	649 977,4	711 426,4	180 214,7	
Abonnement	3 949,4	8 585,0	244,7	
Autres Administrations Centrales	11 499,6	13 645,0	1 263,4	
Structures éducatives (hors personnel)	174 565,3	200 582,5	9 812,1	
Subventions aux écoles privées	92 672,4	107 585,8	0,0	
Kits Scolaires	5 487,2	10 000,0	0,0	
Bourses	23 668,3	21 669,5	1 687,8	
Transferts aux Etablissements Publics Nationaux	23 726,2	25 135,6	2 963,4	
Ecoles publiques	29 011,2	36 191,7	5 160,9	
Avances non encore régularisées			123,7	
<b>Investissement</b>	<b>86 845,6</b>	<b>175 568,2</b>	<b>34 915,6</b>	
Administration	0,0	0,0	0,0	
Construction et équipements ( y compris kits pédagogiques et cantines scolaire) dont prêts extérieurs	86 845,6	175 568,2	34 915,6	
Avances non encore régularisées	6 047,5	15 164,6	0,0	
<b>DEPENSES SANTE</b>	<b>252 398,6</b>	<b>328 715,4</b>	<b>88 430,8</b>	
<b>Courantes</b>	<b>184 597,3</b>	<b>213 309,7</b>	<b>40 429,9</b>	
Administration Centrale	147 020,4	175 833,2	34 990,4	
Personnel	121 564,1	139 423,6	33 448,2	
Abonnement	3 707,0	7 010,2	164,3	
Autres Administrations Centrales	21 749,3	29 399,3	1 378,0	
Structures sanitaires (hors personnel)	37 576,9	37 476,6	4 761,6	
Niveau primaire et secondaire	7 864,9	11 718,9	1 351,7	
Niveau tertiaire	9 071,6	9 697,7	1 628,1	
Niveau quaternaire	20 239,7	14 773,2	1 751,8	
Autres	400,7	1 286,8	30,0	
Avances non encore régularisées			677,8	
<b>Investissement</b>	<b>67 801,3</b>	<b>115 405,6</b>	<b>48 000,9</b>	
Administration	471,5	1 548,3	1,3	
Construction et équipements dont prêts extérieurs	67 329,8	113 857,3	47 999,7	
Avances non encore régularisées	19 284,0	45 918,3	43 380,3	
<b>TOTAL</b>	<b>1 179 235,8</b>	<b>1 438 522,5</b>	<b>315 005,1</b>	

NB: Il s'agit dans ce tableau uniquement des dépenses des ministères de la santé et de la lutte contre le SIDA et de tous les ministères du domaine Education-Formation (Enseignement supérieur et recherche, Education nationale et enseignement technique et Formation professionnelle). Cette configuration de l'annexe 9 a été définie conjointement avec les partenaires (FMI, Banque mondiale) depuis les gestions budgétaires 2004-2005.

**ANNEXE 7 : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES A FIN MARS 2016**  
(toutes sources de financement confondues)

(En FCFA)

DOMAINES	2015	2016	
	REALISATION	BUDGET	réalisation fin Mars
<b>01 Agriculture et développement rural</b>	<b>111 157 837 633</b>	<b>96 186 704 508</b>	<b>18 742 379 379</b>
01.0 Administration générale	47 652 176 330	49 353 735 500	5 877 038 762
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	23 981 774 265	14 923 986 317	6 615 866 172
01.2 Formation et encadrement	19 436 590 683	11 988 356 391	3 087 895 818
01.3 Aménagement hydro-agricole	9 189 822 550	6 020 626 300	1 411 206 575
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR, FIMR)	10 897 473 805	13 900 000 000	1 750 372 115
<b>02 Ressources Halieutiques et Production Animale</b>	<b>9 801 338 621</b>	<b>9 576 542 638</b>	<b>1 257 360 288</b>
02.0 Administration générale / formation et encadrement	6 628 091 355	5 057 879 669	1 132 212 736
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	2 683 492 610	1 904 712 969	119 572 552
02.2 Pêche et aquaculture	489 754 656	2 613 950 000	5 575 000
<b>03 Education</b>	<b>991 618 543 157</b>	<b>1 190 927 291 146</b>	<b>238 437 450 192</b>
03.0 Administration générale	26 220 760 156	37 034 447 321	3 225 668 181
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	399 713 539 373	520 137 329 671	78 436 782 961
03.2 Alphabétisation	345 804 014	619 014 915	
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	320 885 672 695	369 635 511 146	74 866 386 010
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	197 952 766 919	220 000 988 093	73 208 613 040
03.5 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Education	46 500 000 000	43 500 000 000	
<b>04 Santé</b>	<b>279 499 757 527</b>	<b>351 866 819 806</b>	<b>94 120 211 205</b>
04.00 Administration générale santé	133 395 930 970	161 615 775 161	32 704 174 655
04.01 Système de santé primaire	62 301 953 930	74 021 296 825	9 581 645 961
04.02 Soins de santé préventive (programme élargie de vaccination)	2 874 340 018	2 857 198 977	11 069 034
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endemies	5 302 477 154	38 739 798 499	34 374 188 018
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	10 725 437 243	2 368 622 337	36 000 000
04.05 VIH/SIDA	1 794 988 867	4 245 552 504	1 579 976 692
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	43 104 629 345	48 018 575 503	11 833 156 845
04.7 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Santé	20 000 000 000	20 000 000 000	4 000 000 000
<b>05 Eau et Assainissement</b>	<b>74 819 315 150</b>	<b>89 118 240 447</b>	<b>7 848 146 753</b>
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	32 492 082 927	38 842 770 161	652 079 487
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	15 327 232 223	20 275 470 286	1 196 067 266
05.4 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Salubrité et Assainissement	13 500 000 000	13 500 000 000	2 700 000 000
05.5 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Eau Potable	13 500 000 000	16 500 000 000	
<b>06 Energie</b>	<b>53 554 713 180</b>	<b>38 371 373 356</b>	<b>6 245 071 565</b>
06.1 Accès à l'électricité	40 054 713 180	24 871 373 356	3 545 071 565
06.2 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Electricité	13 500 000 000	13 500 000 000	2 700 000 000
<b>07 Routes et ouvrages d'art</b>	<b>155 613 116 966</b>	<b>120 699 921 204</b>	<b>18 490 836 976</b>
07.1 Entretien pistes rurales	7 289 158 562	6 944 377 764	1 374 512 643
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	12 087 272 054	20 752 028 910	147 000 000
07.3 Autres travaux routiers	107 992 686 350	68 003 514 530	11 969 324 333
07.4 Programme Présidentiel d'urgence / Volet Entretien et Aménagement	28 244 000 000	25 000 000 000	5 000 000 000
<b>08 Affaires Sociales</b>	<b>28 782 683 711</b>	<b>24 124 762 874</b>	<b>5 218 462 741</b>
08.0 Administration générale	23 147 629 038	17 817 353 841	5 018 494 277
08.1 Formations destinées aux femmes	507 532 657	509 904 537	
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	2 876 309 952	3 107 994 566	9 753 336
08.3 Formation au personnel d'appui	1 928 240 216	1 793 558 930	190 215 128
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	322 971 848	895 951 000	
<b>09 Décentralisation</b>	<b>47 962 927 527</b>	<b>61 237 018 023</b>	<b>6 261 500 051</b>
09.1 Décentralisation	47 962 927 527	61 237 018 023	6 261 500 051
<b>10 Reconstructions et réhabilitations</b>	<b>14 227 787 001</b>	<b>5 150 000 000</b>	
10.1 Reconstruction et réhabilitation	145 816 389	150 000 000	
10.2 Habitat et logements sociaux	14 081 970 612	5 000 000 000	
<b>11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté</b>	<b>3 140 850 791</b>	<b>11 218 455 738</b>	<b>349 317 913</b>
11.1 Promotion et Insertion des jeunes	1 183 488 084	8 707 687 569	37 697 430
11.2 Appui et suivi DSRP	127 199 881	473 500 000	
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	1 830 162 826	2 037 268 169	311 620 483
<b>TOTAL</b>	<b>1 770 178 871 264</b>	<b>1 998 477 129 740</b>	<b>396 970 737 126</b>

Source: SIGFIP-DGBF